



FREEMPORT-McMoRan COPPER & GOLD INC.

Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. (Freeport-McMoRan ou l'entreprise) est une entreprise minière de classe internationale dont le siège social se trouve à Phoenix en Arizona. Nous exploitons à long-terme de vastes réserves palpables et potentielles de cuivre, de molybdène et d'or situées dans plusieurs endroits géographiques. L'entreprise est la plus grande productrice mondiale de cuivre cotée à la bourse et possède un portefeuille dynamique de projets d'exploitation, d'expansion et de croissance.

Le portefeuille des actifs de Freeport-McMoRan comprend le district minier de Grasberg, la plus grande mine de cuivre et d'or au monde en termes de réserves récupérables; des opérations minières importantes dans les Amériques, y compris les grandes régions minières de Morenci et Safford en Amérique du Nord et les opérations de Cerro Verde et El Abra en Amérique du Sud; ainsi que le district minier de Tenke Fungurume en République Démocratique du Congo (RDC).

Le cadre du rapport

Notre rapport Cap sur le développement durable (WTSD) de 2010 est censé informer les actionnaires sur nos programmes de durabilité y compris les politiques arrêtées, les systèmes et les données de performance. Nous faisons rapport également sur les sujets saillants sur lesquels nous travaillons pour relever certains défis et résoudre certains problèmes.

Les données présentées dans notre rapport WTSD incluent les opérations primaires des filiales principales : PTF Freeport Indonésie (PTFI) et la personne morale Freeport-McMoRan pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2010. Les intérêts des partenaires actionnaires ne sont pas repris dans les données financières.

Suite aux changements et corrections apportés à la méthodologie, les données de l'année précédente ont été mises à jour. La présentation et les comparaisons des données peuvent ne pas répondre aux besoins de tous les actionnaires ; nous encourageons ainsi les utilisateurs de cette information d'envoyer leurs questions sur ce rapport au département en charge du développement durable à sustainability@fmi.com.



Global Reporting Initiative

Pour la troisième année consécutive, notre rapport est conforme aux lignes directrices de Global Reporting Initiative (GRI) du G3 sur la présentation des rapports et pour la première fois, répond aux exigences de la version 3.0 du Supplément du Secteur mines et métaux. Nous avons préparé un supplément à ce rapport WTSD de 2010 qui contient des indicateurs principaux et supplémentaires. Nous avons auto-déclaré ce rapport et son supplément au niveau A+ des lignes directrices de GRI du G3. Les rapports et l'index du contenu du GRI se trouvent sur notre site Web www.fcx.com/envir.



Vérification externe

Depuis 2005, Freeport-McMoRan a toujours cherché à ce que ses rapports sur le développement durable soient vérifiés par des experts indépendants y compris ses données de performance, ses déclarations sur les processus, ses réalisations et la conformité aux lignes directrices du GRI. Dans l'ensemble de l'entreprise, nous mettons en œuvre le Cadre de développement durable du Conseil International des Mines et Métaux (CIMM) dont les 10 Principes de développement durable. La vérification externe de notre rapport WTSD de 2010 a été effectuée par Corporate Integrity conformément à la Procédure de vérification du Cadre de développement durable du CIMM. En décembre 2010, nous avons terminé cette vérification sur sept des nos plus grands sites. La déclaration de vérification se trouve à la page 43.

Nous apprécions vos commentaires. Ils nous aideront à identifier les sujets qui vous intéressent et à améliorer la qualité de la présentation des rapports futurs. Veuillez nous envoyer un email à sustainability@fmi.com.



Connecter le monde

Créer des connexions pour un avenir durable

Nous exploitons et transformons des minerais pour fournir des métaux qui connectent et soutiennent l'infrastructure mondiale. Le cuivre est un métal étroitement lié à la croissance économique étant donné que c'est une composante-clé des systèmes ultramodernes d'énergie, des moyens de transports et télécommunications. Le métal rouge reste essentiel à la plomberie, à la conductivité et à la connectivité et demeure un élément critique dans la nouvelle technologie. Le molybdène renforce l'acier, résiste à la chaleur et ajoute une résistance à la corrosion des systèmes de tuyauterie pour la distribution de l'eau. Le cobalt est vital aux applications d'énergie alternative. Notre industrie contribue directement à l'avenir durable grâce à ses produits qui réduisent les impacts sur l'environnement tout en supportant le développement économique et social.

Au fur et à mesure que la population mondiale augmente, le standing de vie global s'accroît aussi et la demande de nos métaux augmente. Nous allons satisfaire cette demande grandissante en élargissant nos opérations ; cependant, notre aptitude à réduire et à atténuer certains impacts tels l'émission des gaz à effets de serre et la consommation totale d'eau reste un défi à relever pendant que nous étudions comment devenir plus performant. Dans l'entretemps, les besoins des sociétés en eau potable, l'utilisation efficace d'énergie, la création d'emplois, le développement communautaire et la protection des écosystèmes continuent à prendre de l'ampleur. Notre tâche est de répondre à ces besoins en métaux tout en améliorant notre contribution au développement durable.

Pour en savoir plus sur la manière dont les métaux que nous produisons aident les sociétés à assurer un avenir plus propre, plus sain et plus productif, veuillez visionner notre vidéo *Connecter l'avenir*SM sur le www.fcx.com.



Table des matières

- 3 Message aux actionnaires
- 6 Notre approche
- 10 Déontologie des affaires
- 13 Notre main-d'œuvre
- 15 Santé & Sécurité au travail
- 18 Droits de l'homme
- 21 Communautés
- 28 Exploitation minière artisanale
- 31 Environnement
- 40 Déclaration de vérification

Cette icône indique que les informations topiques supplémentaires sont disponibles sur www.fcx.com.





Récapitulation des contributions économiques clés de 2010 selon la région d'opérations

Pour l'année qui prend fin le 31 décembre 2010 \$ millions	Amérique du Nord ^(a)	Amérique du Sud	Indonésie	Europe	Afrique	Autres pays	Total
Paiements aux fournisseurs	\$ 2,642	\$ 1,209	\$ 1,694	\$ 849	\$ 402	\$ 7	\$ 6,803
Salaires et avantages sociaux pour les employés	896	378	465	48	96	3	1,886
Paiements aux investisseurs :							
Dividendes	980	646	170	-	-	-	1,796
Intérêts	409	1	12	10	-	-	432
Paiements aux gouvernements ^(b)	403	700	1,651	1	40	1	2,796
Investissements dans les communautés	31	33	113	-	12	-	189
Contributions économiques directes	\$ 5,361	\$ 2,967	\$ 4,105	\$ 908	\$ 550	\$ 11	\$ 13,902

Note: Ces montants ont été extraits principalement du segment des données du Rapport public de Freeport-McMoRan. Pour divulgation du segment des données de Freeport-McMoRan selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR), consulter les pages 171-175 de notre rapport 10-K de 2010.

^(a) Comprend les résultats de la maison-mère.

^(b) Ne comprend pas les taxes sur les salaires des employés, les dividendes, les taxes immobilières et autres taxes incluses dans les paiements aux fournisseurs et les dividendes. Une réconciliation des prévisions de paiements en cash aux gouvernements se trouve à la page 11 du Supplément de ce WTSD.



Tenke Fungurume,
République Démocratique du Congo

Grasberg, Indonésie

Message aux actionnaires

Le thème de notre Rapport annuel de 2010 et de ce rapport Cap sur le développement durable capture le bien-fondé de nos activités et les efforts fournis en matière de développement durable sur le plan mondial. « Connecter le monde » met en exergue le rôle de Freeport-McMoRan lorsqu'il fournit des métaux qui sont vitaux non seulement aux économies du monde, mais aussi importants pour le développement durable. Surtout le cuivre qui génère 78 % de nos revenus continue à être une matière critique pour l'infrastructure et les applications technologiques avancées.

Grâce à une gestion réussie durant une des périodes les plus sévères de ralentissement économique en 2008 et 2009, nous sommes parvenus à réaliser en 2010 les meilleurs résultats financiers de l'histoire de notre entreprise. Notre équipe mondiale a travaillé très bien toute l'année – non seulement dans la production des métaux et la valorisation de nos actions, mais aussi dans le respect de la sécurité au travail et l'accomplissement de nos engagements envers la communauté et l'environnement. Il nous aurait été impossible d'accomplir de telles réalisations sans un environnement de travail sécurisant, sans l'acceptation de nos projets par les communautés et sans le respect du système écologique.

Pour répondre à la demande globale croissante de nos métaux, nous nous sommes lancés dans l'expansion de nos mines sur plusieurs de nos sites opérationnels. En même temps, nous sommes en train d'augmenter nos réserves afin de pourvoir à la croissance à long terme. Ces opportunités de croissance procurent des avantages énormes aux communautés ; elles augmentent les chances d'embauche et de développement économique local. Nous sommes conscients du fait que la croissance peut avoir des incidences sur l'environnement et le social et nous examinons leurs impacts potentiels durant l'évaluation de nos projets.

Par exemple, l'impact sur l'approvisionnement en eau dans le sud-ouest aride des É.-U., au Pérou et au Chili va affecter notre succès à long terme dans ces régions. Nous sommes en train d'arrêter des mesures à long terme pour un meilleur approvisionnement en eau qui embrasse des options de sources multiples et des synergies avec les besoins des communautés locales sur une longue période. Cette stratégie exige en partie que nous passions en revue nos pratiques de gestion d'eau pour déterminer s'il existe des possibilités d'optimiser l'utilisation actuelle de l'eau.

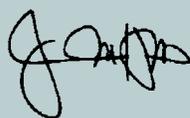
Les risques en matière de la sécurité au travail sont inhérents à notre industrie. En dépit d'une autre année record en termes de performance dans ce domaine, nous sommes dans le regret de vous informer qu'un employé et un sous-traitant ont perdu leur vie au travail. Tout accident de travail mortel est inacceptable; nous poursuivons la mise en œuvre rigoureuse de notre Initiative de Prévention d'Événement mortel. Nous sommes en train d'actualiser notre système d'intervention d'urgence pour une meilleure coordination des ressources afin de protéger notre main-d'œuvre, les communautés locales et l'environnement.

Dans nos opérations en Indonésie et en République Démocratique du Congo, l'exploitation minière artisanale continue de poser des dangers à la sécurité, à la santé publique, aux droits de l'homme et présente des risques potentiels à l'environnement dans nos projets et les communautés. Ces questions sont vraiment complexes ; elles mettent en jeu de nombreux intervenants et ne seront pas résolues de si tôt et si vite. Cependant, nos services chargés du social, de la sécurité, de l'environnement et des ressources humaines collaborent étroitement et mettent en place des approches communes pour contrer les risques relatifs à cette pratique. C'est le cas par exemple du fait que nous utilisons les services d'experts indépendants et nous collaborons avec les gouvernements, les leaders communautaires et les ONG.

Pour toutes ces questions, nous reconnaissons qu'il est important d'être à l'écoute des intervenants et d'encourager l'appropriation locale afin que nous prenions des décisions qui produisent des effets positifs et durables. Notre investissement dans les communautés locales est important. Par exemple, en 2010, nous avons investi dans le renforcement des capacités locales grâce aux programmes axés sur la santé publique, le développement des infrastructures, l'éducation et la formation professionnelle. Ces investissements sont essentiels, car ils bâtissent des relations fortes avec les communautés qui profiteront directement à nos opérations à long terme. L'investissement communautaire nous oblige à renforcer les capacités qui soutiendront les communautés lorsque nous cesserons d'y opérer.

En 2011, nous allons nous concentrer sur l'exécution de nos plans de croissance future en réponse à la demande des métaux sur le marché mondial tout en continuant à mettre l'accent sur la sécurité, la gestion des coûts et la responsabilité sociale. Ces engagements sont conformes à nos valeurs fondamentales. Collectivement, ils représentent les principaux stimulants de nos programmes de développement durable.

Célébrer les réalisations, partager les pratiques exemplaires et reconnaître les lacunes, c'est important pour notre entreprise. Nous vous souhaitons une bonne lecture de notre rapport Cap sur le développement durable de 2010. Comme toujours, nous vous serons gré de recevoir vos commentaires.



James R. Moffett
*Président du Conseil
d'administration*




Richard C. Adkerson
Président Délégué Général



Le 25 mai 2011

Nous produisons du cuivre et autres métaux qui connectent le monde, construisent les infrastructures et développent les économies. Le cuivre est vital à la génération et à la distribution du courant électrique. Les cathodes de cuivre de notre mine de Morenci en Arizona aux É.-U. (droite).



Le développement des ressources humaines est une des pierres angulaires de nos opérations ; il crée une main-d'œuvre qualifiée qui représente les populations locales. Un jeune apprenti, opérateur d'engins aux opérations de PTFI en Papouasie, Indonésie (ci-haut).



Pour la production de ces métaux qui connectent le monde, nous nous donnons comme devoir de mener nos opérations de sorte qu'elles bâtissent des communautés saines et les supportent. Une mère et son enfant, membres de la communauté à Fungurume près de nos opérations en RDC (ci-dessus).



Nous voulons produire des métaux qui soutiennent le développement économique et social tout en protégeant les ressources naturelles pour les générations futures. En 2010, Cerro Verde a fait don de 1 200 arbustes qui ont été plantés à travers Arequipa (gauche).

Notre approche

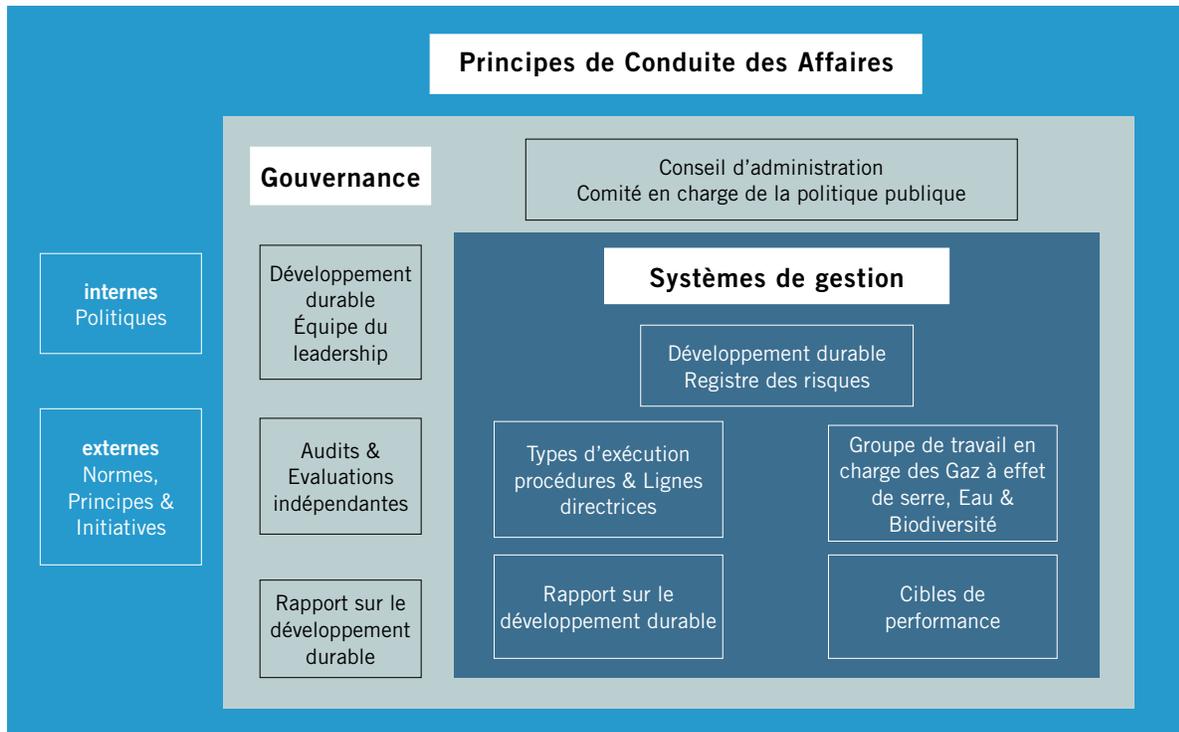
Pour pourvoir des métaux essentiels à l'actuelle et future génération, nous nous appuyons sur nos objectifs opérationnels, nos principes et nos politiques et nous améliorons sans cesse nos programmes de développement durable. Notre approche consiste en trois domaines fondamentaux :

1. **Économique** – Équilibrer notre expertise en finances et opérations, nos technologies et notre chaîne d'approvisionnement global pour assurer que notre entreprise reste dynamique et durable.
2. **Social** – Opérer en toute sécurité. Collaborer ouvertement et d'une manière transparente avec les intervenants internes et externes et respecter notre engagement à cultiver une confiance mutuelle. Ceci facilite l'obtention des permis importants d'exploitation, l'embauche d'une main-d'œuvre dévouée et l'ouverture aux perspectives d'affaires.
3. **Environnemental** – Evaluer constamment les impacts environnementaux durant la vie d'un projet afin de minimiser les impacts négatifs.

Principes de Conduite des Affaires

Notre approche de développement durable repose sur les valeurs globales détaillées dans nos *Principes de Conduite des Affaires*. Il définit le système global des principes auxquels notre main-d'œuvre doit se conformer dans toutes les activités — qu'il s'agisse d'éviter des conflits d'intérêts ou de développer des relations positives dans les communautés locales. Nos politiques d'aide sont en symbiose avec les normes et initiatives externes et forment le cadre global qui guide nos programmes de développement durable. Le soutien de ce cadre fait partie des systèmes internes de gouvernance et de gestion qui fournissent les détails nécessaires à la manière de fonctionner pour assurer une réussite commerciale responsable. Cette structure hiérarchique à trois échelles est illustrée ci-dessous.

Le Cadre de développement durable



Gouvernance

Le Comité de politique publique de notre Conseil d'administration est responsable de la supervision de nos programmes de développement durable. Il examine les données de performance clés et reçoit des comptes rendus concernant les défis de la durabilité et les enjeux émergents. En 2010, le Comité de politique publique a reçu des rapports divers et a examiné de nombreuses questions, y compris les systèmes de la sécurité et de la santé au travail, nos obligations dans le domaine de l'environnement et de projets d'assainissement, la mise en œuvre des Principes Volontaires sur la Sécurité et les Droits de l'Homme, les programmes de soins de santé à PTFI et à Tenke Fungurume Mining (TFM), ainsi que nos programmes sociaux dans le monde entier et les investissements communautaires. Le Comité de politique publique relève de notre Conseil d'administration, qui prévoit la surveillance globale de toutes les questions, y compris la viabilité économique de notre entreprise – le premier élément de notre approche en matière de développement durable.

L'équipe de leadership chargé du développement durable. En janvier 2011, nous avons mis en place une équipe de leadership chargé de développement durable de Freeport-McMoRan (Équipe de leadership) pour 1) superviser la mise en œuvre interdépartementale de nos engagements actuels en développement durable 2) identifier les enjeux émergents et 3) développer et surveiller l'état d'avancement des objectifs de performance. L'équipe est sous le contrôle de notre vice-président exécutif et directeur général chargé de l'administration, dirigée par notre vice-président des Services environnementaux et de développement durable et comprend les présidents de l'entreprise et le personnel de la Chaîne d'approvisionnement, les Ressources humaines, la Conformité, les Finances, le Développement durable et les Services environnementaux. Notre département de Développement durable coordonne avec l'équipe de leadership et prodigue des conseils et donne un appui technique aux projets, aux opérations et aux fonctions de l'entreprise. Chaque établissement ou projet a nommé des « leaders du développement durable », qui soutiennent le directeur général et facilitent la coordination entre les départements sur les pratiques de développement durable au niveau local.

Audits/Évaluations indépendantes. Afin de nous assurer que le respect de notre politique et que les objectifs fixés pour le développement durable sont respectés, nous mettons en œuvre un assortiment de programmes d'audits ou d'évaluation dans des domaines clés. Chaque opération majeure doit subir, au moins tous les deux ans, une vérification interne robuste des systèmes environnementaux, de santé et de sécurité au travail et de la conformité. En 2010, nous avons effectué des audits internes en matière de sécurité au travail dans 14 installations et des audits environnementaux dans 15 installations. Nos opérations sont régulièrement inspectées par les organismes de réglementation et nous incorporons leurs conclusions dans nos systèmes de gestion pour une amélioration continue. Nous utilisons également les services d'experts indépendants.

Les programmes de développement durable sont essentiels pour poursuivre de gros investissements concernant les expansions des mines pour accroître notre production. (Photo: Mine de Morenci en Arizona).





La vision de notre entreprise repose sur la compréhension de l'environnement social dans lequel nous opérons et sur une communication transparente avec les intervenants. En Amérique du Nord, les Panels de partenariat communautaire, tels que ce groupe dans le comté de Pima (Arizona), près de notre mine de Sierrita, offre un forum pour échanges d'idées.

Mobilisation des intervenants. La concertation avec les intervenants au niveau corporatif, divisionnaire et opérationnel fait partie intégrante de la façon dont nous effectuons nos affaires. Les communautés sont le point focal de ces activités, puisque notre entreprise est basée sur la compréhension de l'environnement social dans lequel nous évoluons. Par exemple, en 2010, nous avons tenu 30 réunions du Panel de partenariat communautaire en Amérique du Nord, cinq ateliers publics sur notre projet de dessalement prévues au Chili et deux journées portes ouvertes au sujet de nos plans d'opération de TFM en RDC. Nous mettons au point une procédure de concertation formalisée avec les intervenants afin d'améliorer notre approche globale aux niveaux du siège social et des opérations.

Implication de l'Interfaith Center dans la responsabilité sociale

Nous chérissons les avis des intervenants et nous collaborons étroitement avec les gouvernements et les communautés locales. Au niveau du siège, nous engageons des dialogues avec des ONG internationales, des institutions académiques, des organisations des investisseurs socialement responsables et nous faisons attention aux initiatives multisectorielles. Par exemple, Freeport-McMoRan travaille en collaboration avec Interfaith Center (ICCR) sur la responsabilité sociale depuis les milieux des années 90. ICCR est une association qui regroupe 275 institutions religieuses d'investissement et est championne de la responsabilité sociale depuis 1971.

ICCR collabore avec Freeport-McMoRan sur la question des droits de l'homme et de la sécurité, de la performance dans le domaine de l'environnement, des programmes de développement communautaire et de l'implication des intervenants. Des réunions en téléconférence et face à face se tiennent trois à quatre fois par an avec le département chargé du Développement durable. Notre PDG, Richard Adkerson, a pris part à la téléconférence de mise à jour durant une de nos trois réunions tenue en 2010.

Suite à l'engagement d'ICCR, nos opérations en Indonésie ont effectué des audits indépendants de nos programmes sur le développement communautaire et les droits de l'homme en 2004 et en 2006. Nous avons également travaillé avec ICCR pour revoir et commenter les ébauches de nos politiques; ce qui nous a permis de mieux comprendre les attentes de nos intervenants et la manière d'incorporer les normes internationales et les meilleures pratiques dans nos opérations. La sœur Barbara Aires de Sisters of Charity (Sœurs de Charité) de St. Elizabeth à New Jersey et patronne d'ICCR a déclaré : « La durabilité des communautés locales — sur les plans social, environnemental, économique — est une priorité pour les investisseurs religieux. Notre collaboration à long terme avec Freeport-McMoRan a été productive et nous sommes témoins d'importants changements qui s'opèrent sur le terrain bien qu'il existe encore des défis à relever ».

ICCR pose également des questions difficiles qui nous aident à évaluer nos programmes et nous amènent à réfléchir sur la manière de les améliorer et sur leurs champs d'applications. Nos points de vue sur les problèmes et les approches diffèrent parfois et souvent, il n'y a pas de réponse facile à ces problèmes ; cependant nous poursuivons pour un dialogue constructif. Il est important de continuer à se concerter avec des groupes tels ICCR pour se tenir informer de nouvelles questions et tendances de responsabilités sociales, ainsi que l'obligation d'en rendre compte.

Les systèmes de gestion

Notre Registre des risques du développement durable est la cheville d'essieu de nos programmes de développement durable global. Ce système est utilisé pour identifier les principaux risques et les possibilités d'amélioration, pour améliorer la répartition des ressources et pour suivre les progrès en cours visant à réduire les risques. Ce Registre est un système qui définit les priorités pour identifier un large éventail des sujets importants pour l'entreprise et les intervenants externes ou les deux. La matrice des risques générée est spécifique et ciblée sur les opérations locales. Nous indiquons ci-dessous nos défis globaux en matière de développement durable identifiés grâce à ce processus.

Défis majeurs en développement durable		Indication des pages
Exploitation minière artisanale	Impacts des activités minières d'exploitation artisanales illégales des minerais qui ne relèvent pas de notre entreprise près de nos opérations ou dans les zones environnantes en Indonésie et en RDC	28
Déontologie des affaires	Impacts dus à la corruption et à la déontologie, aux autorités gouvernementales, aux élections, aux événements qui affectent négativement nos affaires ou carrément des conflits et événements instables	10
Changement climatique	Impacts relatifs à l'utilisation de l'énergie ou à la production, notamment la réglementation des émissions des gaz à effet de serre et la régularité dans l'approvisionnement en eau	31
Implication de la communauté et Développement	Impacts sur les habitants; droits fonciers et compensation; amélioration ou dégradation des conditions sociales/communautaires	21
Santé et Sécurité au travail	Un domaine multidisciplinaire soucieux de protéger la sécurité au travail, la santé et le bien-être de la main-d'œuvre	15
Droits de l'homme	Impacts sur les communautés et les employés qui s'identifient à nos opérations; attention spéciale aux questions relatives à la discrimination, au rôle de l'entreprise et du personnel de sécurité du gouvernement hôte et aux possibilités de violence et d'abus des droits de l'homme	18
Santé publique	Impacts relatifs à la communauté; VIH/SIDA, malaria, tuberculose, hygiène et autres questions sanitaires qui peuvent affecter les communautés locales	25
Gestion des rejets	Impacts relatifs aux particules des rochers qui restent après l'extraction des minerais de valeur économique, y compris la stabilité, les déversements potentiels, la poussière et les impacts sur les eaux souterraines et les eaux de surface	38
Impacts de l'eau	Des questions qui affectent la production et les intervenants : les eaux souterraines, les eaux de pluie, les déversements directs, la qualité des eaux de surface	37
Approvisionnement en eau	Questions concernant la certitude de quantité et de volume des ressources en eau pouvant affecter nos opérations et les intervenants	33

Nos systèmes de gestion sociale et environnementale et de la sécurité au travail comprennent des lignes directrices et procédures d'exploitation normalisées pour nous assurer que nous traitons les questions relatives aux résultats de nos politiques, ainsi que les exigences particulières des lois et règlements applicables. Nous avons également défini des objectifs sur toute l'entreprise pour corroborer les objectifs clés, notamment dans les zones prioritaires dans notre Registre des risques sur la durabilité. Les objectifs de rendement présentés dans ce rapport sont basés sur le cuivre, le molybdène et les ventes d'or, ainsi que des conseils de flux de trésorerie d'exploitation fournis aux actionnaires dans notre communiqué sur les résultats financiers du premier trimestre 2011. Les aspects de nos systèmes de gestion sur le développement durable sont décrits dans le rapport.

Déontologie des affaires

Objectif	État des lieux en 2010	Description du travail accompli	Échéance
Former chaque année 90 % des cadres et 33 % des salariés non cadres (roulement) sur les <i>Principes de Conduite des Affaires</i> de Freeport-McMoRan, qui contiennent les politiques de lutte contre la corruption	√	Au cours de 2009 et 2010, environ 97 % des cadres et environ 95 % des employés non-cadres ont reçu une formation sur les <i>Principes de Conduite des Affaires</i> . L'objectif a été révisé afin d'assurer une formation périodique de notre effectif.	Se produit chaque année
Publier les paiements effectués aux gouvernements hôtes provenant de toutes les opérations minières actives à l'étranger dans le cadre de la transparence des revenus et l'Initiative pour la transparence dans l'industrie extractive (ITIE)	√	Chaque année, nous publions les documents de tous les paiements effectués à chaque pays où nous opérons. Aussi, nous soutenons l'ITIE et participons à sa mise en œuvre en République démocratique du Congo, au Pérou et en Indonésie.	

Freeport-McMoRan s'engage au plus haut niveau de respect de la déontologie et du droit dans l'ensemble de ses opérations commerciales. Nos *Principes de Conduite des Affaires* sont un engagement envers l'intégrité et définissent le comportement attendu de tous les employés et de notre Conseil d'administration.

Nous maintenons une ligne téléphonique ouverte pour donner conseils et assistance aux employés actifs s'ils ont des questions ou des préoccupations liées à nos *Principes de Conduite des Affaires*. Pour nous assurer que les violations potentielles de conduite de l'entreprise sont signalées, nous encourageons également des communications anonymes par le biais de notre système de conformité. En 2010, 198 rapports ont été faits par le biais de la ligne de conformité de Freeport-McMoRan relatifs à divers sujets, y compris la conduite des employés en milieu de travail et les mesures disciplinaires ; l'environnement, la santé, la sécurité au travail et la sécurité ; la protection des actifs de l'entreprise et les conflits d'intérêts. Tous les rapports sont étudiés et, si justifié, des mesures disciplinaires sont prises et peuvent mener à la résiliation du contrat de travail.

Prévention de la corruption

La corruption est parfois très répandue dans les systèmes locaux et les cultures près de nos opérations, particulièrement dans les pays en développement. Nous ne tolérons pas l'offre ou les versements de pots-de-vin, les ristournes, les pourboires illégaux ou autres paiements semblables à une personne ou organisation ou autorité gouvernementale pour obtenir des avantages inappropriés pour notre entreprise. En retour, nous n'acceptons pas ces paiements. Notre politique de lutte contre la corruption et ses lignes directrices aident à assurer la conformité à l'U.S. Foreign Corrupt Practices Act (la loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger) de 1977 et autres lois anti-corruption pertinentes, y compris les lois locales. En 2010, nous avons donné une formation adaptée à environ 70 employés à TFM sur la lutte contre la corruption. Aussi, nous avons mené une campagne de sensibilisation contre la corruption pour environ 320 employés à PTFI.

Activités politiques et Contributions

Les principales questions auxquelles Freeport-McMoRan participe en ce qui concerne l'élaboration des politiques publiques comprennent notamment la réglementation de l'industrie minière, la réglementation environnementale, les droits à l'eau, l'accès aux terres, les taxes d'affaires et les lois commerciales. Toutes les activités de lobbying sont menées en conformité avec les lois pertinentes et les obligations de divulgation. L'entreprise ne contribue pas financièrement aux campagnes des candidats, d'un parti politique, d'une organisation pour l'élection d'un candidat donné à n'importe quel bureau politique dans toutes les juridictions.

Transparence dans les paiements aux gouvernements

Nous souscrivons à l'Initiative de transparence dans l'industrie extractive (ITIE), qui est un engagement pour les gouvernements à divulguer les recettes provenant des industries extractives et pour les entreprises à divulguer les paiements effectués aux gouvernements. Le Pérou et la République Démocratique du Congo sont des pays candidats à l'ITIE et, par conséquent, nos opérations de Cerro Verde et TFM participent directement dans cet exercice. L'Indonésie est devenue un pays candidat à l'ITIE en 2010 et PTFI continue de soutenir l'initiative. En plus de nos engagements à l'ITIE, nous communiquons les paiements en nature effectués aux gouvernements dans tous les pays où nous menons nos affaires comme présenté ci-dessous.

PTFI coopère avec le gouvernement hôte dans son rôle de maintien de l'ordre public, le respect de la primauté du droit et la protection de la propriété et du personnel de l'entreprise. La police est affectée par un décret présidentiel à la protection du site minier de Grasberg, qui a été classé comme un actif vital national. Là où elle est invitée par la police, l'armée indonésienne aussi peut être déployée pour assurer une sécurité supplémentaire. PTFI a contribué 14 millions de dollars en 2010 en frais de soutien à la sécurité envoyée par le gouvernement. Ce soutien supplémentaire est utilisé pour diverses infrastructures et autres frais, tels que la nourriture, le logement, le carburant, les voyages, la réparation des véhicules, les allocations pour couvrir les frais accessoires et administratifs et les programmes d'aide communautaire. En RDC, TFM coordonne et travaille avec la sécurité du gouvernement hôte, la Police des Mines dont le rôle est de superviser la sécurité dans les sites miniers à travers le pays. Le soutien de TFM à la Police des Mines se présente sous forme de nourriture, logement, indemnités pécuniaires et un soutien logistique, ainsi que des paiements directs au gouvernement pour appuyer la Police des Mines assignée à la région où se trouve la concession TFM. Le coût total pour cet appui, y compris le soutien en nature, a totalisé moins d'1 million de dollars en 2010.

Nos paiements aux gouvernements hôtes à travers les taxes, redevances et autres obligations sont une contribution importante au développement national, régional et local. En 2010, ces paiements ont totalisé plus de 3,7 milliards de dollars.

Section sur les risques internationaux (page 51) de notre rapport 10-K de 2010



Paiements en cash aux gouvernements en 2010 ^(a)

\$ En millions

	E.-U.	Chili	Pérou	Indonésie	RDC	Autres pays ^(b)	Total
Impôt sur le revenu de l'entreprise, Net de remboursement	\$ 372	\$ 239	\$ 327	\$ 1,293	\$ 1	\$ 2	\$ 2,234
Retenue d'impôts sur les dividendes étrangers	-	63	31	173	-	-	267
Taxes déduites sur les salaires des employés	243	18	17	43	39	13	373
Dividendes	-	-	-	169	-	-	169
Redevances et taxes sur la taxe de séparation	31	40	-	185	29	-	285
Impôt foncier	81	-	-	14	-	2	97
Autres taxes et frais	22	72	45	97	73	10	319
Total	\$ 749	\$ 432	\$ 420	\$ 1,974	\$ 142	\$ 27	\$ 3,744

^(a) Ce barème traduit l'effort de Freeport-McMoRan de documenter les paiements en cash effectués aux gouvernements (revenu après impôts)

^(b) Représente les paiements en cash aux gouvernements par les autres filiales de Freeport-McMoRan qui se trouvent en dehors des pays où Freeport-McMoRan opère ses activités minières.

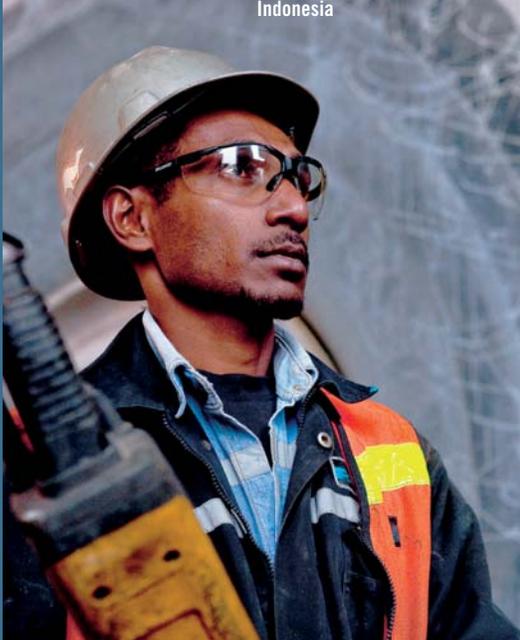


Markus Orisu — Mécanicien des engins lourds de transport à PTFI — Papua, Indonesia



Roshelly Paliza — Géologue à la mine de Morenci — Morenci, Arizona

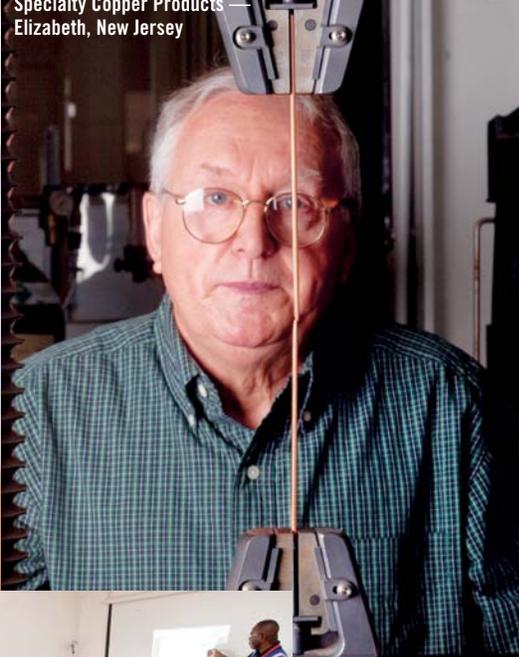
Nous nous efforçons de créer le meilleur environnement possible pour un effectif compétent et diversifié. En 2010, notre usine de Candelaria a été honorée par la présidente du Chili, Michelle Bachelet, pour la promotion réussie de l'égalité des sexes. Christian Schnettler, directeur des Ressources humaines en Amérique du Sud (à droite), tient le prix de l'égalité entre les sexes (ci-dessus).



Margaret Kabamba — Directrice régionale de Communication, Siège social de Freeport-McMoRan — Phoenix, Arizona



Ernesto Monteiro — Auditeur chargé du contrôle de qualité, Bayway Operations Specialty Copper Products — Elizabeth, New Jersey



Nous accordons une grande priorité à la formation et au perfectionnement professionnel de notre personnel. Depuis 2003, l'Institut des mines de PTFI Nemangkawi a formé et a offert des possibilités de perfectionnement professionnel à plus de 3 500 membres de la communauté autochtone voisine des opérations de Grasberg en Papouasie, Indonésie (ci-dessus).

Notre priorité est d'embaucher des travailleurs issus des communautés voisines de nos opérations. Séance de formation en RDC (droite).



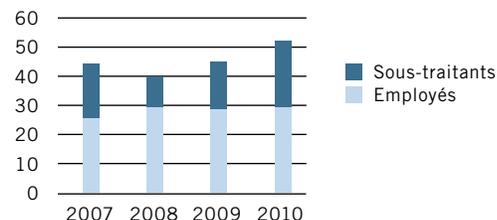
Notre main d'œuvre

En tant qu'entreprise internationale concurrentielle, notre succès relève de la contribution individuelle de tous les employés. C'est pourquoi, nous cherchons toujours à placer et à retenir les employés les plus qualifiés à tous les postes. À la fin de 2010, notre main-d'œuvre comprenait environ 29 700 employés et plus de 22 300 sous-traitants.

Le mouvement d'effectifs était d'environ 9 % en 2010, nettement inférieur à celui du taux de 22 % de 2009 qui était causé par la diminution du personnel de l'entreprise suite à la réduction des opérations, principalement en Amérique du Nord. Avec la reprise des activités minières en 2010 dans certaines opérations où les activités avaient été interrompues, nous avons offert aux anciens employés qualifiés la possibilité de combler les postes rétablis.

Composition de la main-d'œuvre

Au 31 décembre
en milliers de travailleurs



Diversité et Recrutement local

Objectif	État des lieux en 2010	Description du travail accompli	Échéance
Augmenter le pourcentage des femmes dans nos effectifs, y compris la représentation dans les rôles de gestion à 15 %	En retard	Le pourcentage des femmes parmi le personnel est de 9 %, ce qui est inchangé depuis l'année précédente. Cependant, les femmes détiennent maintenant environ 11 % des postes de direction par rapport à 10 % en 2009. Atteindre cet objectif sera très difficile compte tenu de la nature de notre entreprise et des paramètres culturels dans les opérations majeures. Nous continuerons à poursuivre cette initiative importante, mais nous avons changé l'échéance pour cet objectif (2014).	Continu

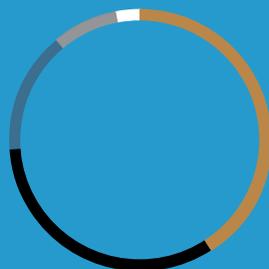
Nous opérons dans des pays où les populations sont de diverses origines ethniques, religieuses et culturelles et souvent nous sommes le plus grand employeur dans les communautés locales. La diversité de nos employés est un atout pour notre entreprise. Nous interdisons le harcèlement et notre politique en matière des droits de l'homme exige que tous les employés traitent tout le monde dans et autour de nos opérations avec dignité et respect. En 2010, des rapports présentés par le Service de conformité de Freeport-McMoRan, 30 concernaient des accusations de comportement discriminatoire. Deux des rapports ont été corroborés et des actions disciplinaires et des mesures de réparation appropriées ont été prises.

Lorsque les conditions le permettent, nous nous efforçons d'embaucher localement pour tous les postes. Cette pratique favorise la compréhension des cultures locales et améliore nos communications avec les employés. Par exemple, PTFI est situé dans la province lointaine de Papouasie en Indonésie. C'est la politique de PTFI de donner priorité d'embauche aux Papous lorsque l'ensemble des compétences répond aux postes disponibles. Environ 98 % d'employés de PTFI sont Indonésiens et de ce total, 31 % sont des Papous autochtones.

Bon nombre de nos opérations mettent en œuvre ou soutiennent des programmes d'éducation et de formation professionnelle visant à promouvoir les capacités d'embauche des membres de la communauté dans les économies locales ou régionales. Par exemple, au Chili, notre mine d'El Abra s'associe avec la Fondation pour la Promotion et le Développement des Femmes pour offrir des cours éducatifs aux femmes économiquement vulnérables ; nos opérations de Candelaria offrent une formation technique aux chômeurs.

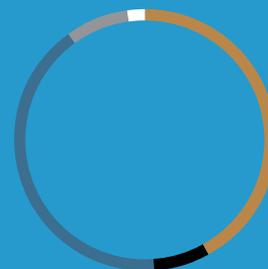
Employés (29 700) au 31 décembre 2010

- 41% Indonésie
- 33% Amérique du Nord
- 15% Amérique du Sud
- 8% Afrique
- 3% Europe/Autres



Sous-traitants (22 300) au 31 décembre 2010

- 42% Indonésie
- 7% Amérique du Nord
- 41% Amérique du Sud
- 8% Afrique
- 2% Europe/Autres



Formation et perfectionnement professionnel

Nous sommes conscients que dans le monde entier, il y a une pénurie de travailleurs qualifiés pour soutenir l'industrie minière et que nous devons former notre personnel à tous les niveaux. Les plans de formation annuels sont développés pour le personnel, tant au niveau opérationnel que dans le leadership pour s'assurer que les employés se perfectionnent au sein de l'entreprise et que nous sommes en mesure de combler les postes vacants. En 2010, à l'exclusion des États-Unis, nos employés ont reçu, en moyenne, plus de 75 heures de formation. Nous sommes en train d'améliorer notre système de suivi des heures de formation dans toutes nos opérations.

La formation en leadership est essentielle au développement d'une main-d'œuvre solide et nous avons conçu des classes de formation qui s'alignent sur les compétences et les attentes spécifiques de leadership de l'entreprise. Offerte aux superviseurs et aux gestionnaires, auteurs des rapports directs, la formation est interactive, pratique et conçue pour procurer des compétences qui peuvent être utilisées immédiatement. À la fin de 2010, plus de 2 100 gestionnaires de nos opérations américaines et sud-américaines ont suivi une formation en leadership.

Relations de travail

Nous reconnaissons le droit des employés de s'organiser volontairement et de former des associations de travailleurs qui établissent une base pour la négociation collective efficace et la négociation effective des relations de travail appropriées. Environ 44 % de nos employés dans le monde entier sont couverts par des conventions collectives et nous travaillons avec des représentants du travail de 20 syndicats. Nous ne croyons pas que le droit d'exercer leur liberté d'association est en péril dans toutes nos opérations. Par exemple, en mars 2010, TFM a organisé des élections syndicales où 72 % d'employés sont allés aux urnes.

Nous interdisons strictement le travail forcé, obligatoire et celui des enfants. L'âge minimum requis pour l'embauche dans nos sites a été fixé. Dans la plupart des cas, il est de 18 ans, même si les exigences juridiques locales peuvent permettre le travail à des employés plus jeunes. Notre politique sur l'âge minimum d'embauche est importante à nos opérations surtout à celles de TFM en République Démocratique du Congo, où il y a une forte demande d'emplois et où les enfants sont souvent employés dans les secteurs informels de l'économie.



Santé et Sécurité au travail

Objectif	État des lieux en 2010	Description du travail accompli	Échéance
Zéro accident mortel	X	Nous avons connu deux accidents mortels.	Se produit chaque année
Satisfaire le taux du nombre d'incident signalé de l'entreprise (TRIR) de 0,70	√	Notre taux total de TIRI (0,65), une amélioration de 12% comparé à 2009, encore une fois dépassant les objectifs de toute l'entreprise.	

La sécurité au travail de tous les employés et sous-traitants de Freeport-McMoRan est une valeur fondamentale. Nous croyons qu'une sécurité au travail supérieure et une bonne performance en santé constituent un indicateur majeur de la bonne gestion de notre entreprise parce que dans notre industrie, la bonne gestion des systèmes de sécurité au travail et de la santé sont d'une importance capitale. Nos programmes de formation, d'audit, d'enquêtes sur les accidents et les quasi-collisions, d'identification des dangers et d'évaluation des risques ainsi que des mesures incitatives à la sécurité au travail constituent un pivot de la production sécuritaire.

La sécurité au travail relève de la gestion hiérarchique directe et va de haut en bas ; elle est mise en œuvre par une structure formelle qui commence par notre Politique en matière de sécurité au travail et santé. Toutes les opérations effectuent des audits sur la sécurité au travail et la santé tous les deux ans. Notre Conseil d'administration exige ces audits pour s'assurer que le système de gestion de la sécurité au travail est efficace, que les failles sont identifiées et que les ressources sont mises en place pour atteindre les objectifs de la politique de l'entreprise. Les audits indépendants sont accompagnés d'audits internes continus sur la sécurité au travail et d'inspections axées sur les dangers spécifiques ou sur les opérations fonctionnant en dessous des objectifs fixés de sécurité au travail.

Systèmes de gestion de la santé et la sécurité au travail

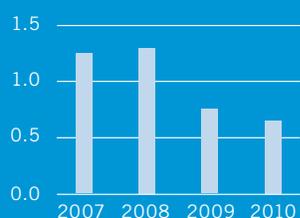
Le Système de gestion de la santé et la sécurité au travail (HSMS) constitue un cadre d'attentes pour gérer la santé, les risques de la sécurité, les obligations à la conformité, l'amélioration continue des communications, la formation et les dispositifs de protection. Basé sur la norme OHSAS 18001 'Occupational Health and Safety Assessment Series (certifié), notre HSMS confère à chacune de nos opérations le pouvoir d'adapter ses besoins spécifiques du système à sa propre culture unique, à ses défis et à ses ressources. OHSAS est une norme fondée sur les risques qui exige l'identification et l'évaluation des risques pour améliorer rigoureusement les stratégies de contrôle.

Nous avons sélectionné un registraire, Det Norske Veritas (DNV), qui est entièrement accrédité selon OHSAS 18001, afin d'évaluer systématiquement les opérations dans toute l'entreprise. DNV a certifié 13 des systèmes de santé et sécurité de nos opérations ; tous les sites devraient être évalués et certifiés d'ici la fin de 2012. PTFI a reçu la certification accréditée de National Quality Assurance.

Dans le but de majorer le HSMS décrit ci-haut, on a ajouté des lignes directrices spécialisées, telles que celles développées pour répondre à la gestion des crises. En juillet 2010, nous avons publié un nouveau manuel de formation sur l'enquête des incidents afin de normaliser les procédures d'enquête accident. Nous avons également mis à jour nos directives d'évaluation des risques et d'identification des dangers qui fournissent des instructions sur la façon d'identifier, de prioriser et de contrôler les risques de blessures, de maladie et de perte de propriétés.

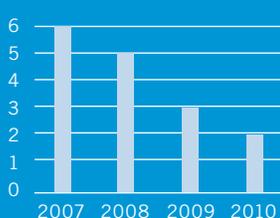
Taux de total d'incident signalé (TRIR) ⁽¹⁾

y compris les sous-traitants



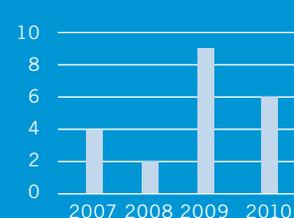
Accidents mortels chez les travailleurs

Y compris les sous-traitants



Cas de maladie professionnelle

Y compris les sous-traitants



⁽¹⁾ TRIR = [(Accidents mortels + Incidents de perte de temps + Incidents de travail restreint + Traitement médical)*200,000]/Total d'heures de travail

Sous-traitants et Fournisseurs

Il n'existe aucune distinction entre les sous-traitants, les fournisseurs et les employés en ce qui concerne les questions relatives à la santé et à la sécurité au travail; tous reçoivent la formation dans ce domaine et sont tenus responsables des pratiques concernant la santé et la sécurité. En septembre 2010, nous avons introduit un nouveau Manuel pour la sécurité des sous-traitants pour mieux aligner les normes des sous-traitants et des fournisseurs à nos propres attentes. Ceci met en exergue la valeur d'une gestion proactive des risques, de la planification d'avant-projet/tâche, de la formation sur la sécurité au travail, de l'enquête des incidents et de la surveillance des employés – ce sont les mêmes normes qui s'appliquent à nos propres employés. Si une personne néglige de faire rapport en cas d'accident, de maladie ou de quasi-collision, elle risque d'être licenciée pour violation des obligations.

Prévention d'événements mortels

En dépit d'un record exceptionnel en matière de sécurité au travail, nous regrettons le décès d'un employé et d'un sous-traitant:

Candelaria (Chili) Lorsqu'une équipe était occupée à enlever le revêtement sur le bol du concasseur, un conducteur de charroi élévateur à fourche s'est stationné sur une légère pente à 12 mètres environ de l'endroit où l'on travaillait. Le transpalette a commencé à descendre (moteur coupé) et le conducteur fut incapable de l'arrêter. Le charroi élévateur à fourches a frappé le bol du concasseur et a mortellement blessé un employé.

Mine de Miami (É.-U.) Un sous-traitant de la mine était en train d'installer sur une section, un tuyau en polyéthylène d'une densité de 24 pouces. Un ancien tuyau de 24 pouces était utilisé comme guide pour mettre le nouveau tuyau en place. Le sous-traitant aidait à manœuvrer le tuyau à l'aide de sangles de levage le plaçant ainsi directement dans la trajectoire du tuyau. Le tuyau a heurté la partie supérieure du corps du sous-traitant.

Nous continuons à mettre en œuvre une Initiative de prévention des accidents mortels fondée sur les principes du document du CIMM intitulé *Leadership Matters-L'élimination des accidents mortels*, qui met l'accent sur la gestion dynamique des risques potentiellement mortels. Comme l'indique le titre de l'initiative, le leadership et la gestion des activités de communication en particulier jouent un rôle crucial. Un de nos véhicules de communication clés est le Potential Fatal Event (PFE) Advisories (Avis d'événements mortels potentiels) qui décrivent en détail tout incident qui peut devenir mortel.

Cinquante et un avis PFE ont été émis dans nos opérations en 2010 — une bonne indication que les gestionnaires des sites sont activement impliqués et les processus de communication sont solides. Une analyse totale des sources du problème Root Cause Analysis (RCA – analyse de la source de la cause) est requise pour chaque consultation, et à la fin de la RCA, un avis de suivi PFE identifie les facteurs déterminants de l'incident et les recommandations pour les actions préventives. Ces communications sont partagées avec les employés dans les réunions de sécurité ou par d'autres mécanismes de communication.

Santé au travail

Les opérations doivent évaluer le risque d'exposition à des dangers pour la santé au travail et mettre en œuvre des outils de contrôle adéquats pour tous les employés ou les sous-traitants à risque. *Notre Guide de terrain sur la santé et l'hygiène industrielle*, mis à jour en 2010, définit les limites d'exposition professionnelle, les normes et les pratiques qui s'appliquent à l'échelle mondiale. Les expositions en question peuvent être des agents chimiques, biologiques ou physiques et inclure des dangers pour la santé tels que l'acide, les métaux, la poussière, le bruit, les vibrations et le gaz.

Il y a eu six cas de maladies professionnelles en 2010, trois de moins qu'en 2009. Trois étaient liées aux traumatismes répétés, deux à l'exposition à la chaleur et l'autre à la dermatite de contact. Chaque incident a été soumis à une analyse de sécurité au travail par la sécurité et les spécialistes de la santé pour mieux définir et promouvoir la reconnaissance des dangers qui peut entraîner une maladie professionnelle.

Nous utilisons une hiérarchie des limites. Le premier niveau concerne les limites d'exposition réglementaires définies par les diverses juridictions dans lesquelles l'entreprise évolue. Elles sont considérées comme nos normes minimales acceptables. Lorsqu'une norme réglementaire est absente, obsolète ou reconnue inadéquate, nous adoptons des normes internes nous permettant d'atteindre un niveau plus élevé de protection de la main d'œuvre. Ces normes reposent généralement sur les lignes directrices ou les recommandations des organisations professionnelles internationalement reconnues comme la ligue American Governmental Industrial Hygienists, des groupes de recherche gouvernementaux tels que les instituts nationaux des États-Unis pour la sécurité au travail et la santé et d'autres organisations telles que l'Organisme national de normalisation : norme nationale indonésienne.

Intervention d'urgence

Nous sommes très conscients du potentiel de situations d'urgence dans ou près de nos opérations et tous les sites sont tenus de maintenir des plans détaillés de préparation et d'intervention en cas d'urgence. Nous coordonnons avec les administrations locales pour préparer une gamme des scénarios d'intervention d'urgence et effectuer des exercices simulacres pour planifier la protection de nos travailleurs, de la communauté et de l'environnement.

En 2010, nous avons retenu un service indépendant pour évaluer les capacités de préparation et d'intervention d'urgence de nos opérations. Les évaluations consistaient à un examen des aspects de la planification d'urgence, tels que les besoins en compétences du personnel, le matériel d'intervention, les exercices de préparation et la vulnérabilité des actifs. À la fin de 2010, 80 % de nos sites opérationnels avaient subi cette évaluation et nous avons maintenant entamé l'examen des recommandations pour poursuivre le développement et l'amélioration.

Prêt à réagir

Nos opérations dans le monde entier ont des équipes d'intervention d'urgence au travail pour protéger notre main-d'œuvre et les communautés locales. Voici juste quelques exemples de la manière dont les employés de Freeport-McMoRan ont réagi après certaines des pires catastrophes naturelles de 2010.

Port-au-Prince, Haïti

Freeport-McMoRan a envoyé une équipe de spécialistes de la recherche et de sauvetage en Haïti dans les jours qui ont suivi le tremblement de terre du 12 janvier 2010. L'équipe a utilisé avec succès des dispositifs spécialisés conçus pour détecter les battements de cœur de personnes encore en vie enfouies sous les décombres. Plus de 800 000 \$ ont été donnés par nos employés et par la Fondation Freeport-McMoRan Copper & Gold comme contribution aux efforts de secours en Haïti.

Bio Bio, Chili

Après le tremblement de terre dévastateur du 27 février 2010, Freeport-McMoRan, à travers ses opérations chiliennes, a promis 5 millions de dollars pour contribuer aux efforts de réparation et de reconstruction en collaboration avec le projet Volvamos al Mar qui aide les travailleurs de la région de Bio Bio qui ont perdu leur équipement dans le tremblement de terre et le tsunami.

Indonésie

PTFI a répondu aux inondations qui ont balayé Wasior, Teluk Wondama et la Papouasie occidentale, le 4 octobre 2010. Le groupe d'intervention d'urgence du PTFI a fouillé les décombres pour trouver et aider les survivants. Le groupe a également été envoyé aux Îles Mentawai, dans l'ouest de Sumatra, après le tremblement de terre de 7,2 de magnitude causant le tsunami qui a frappé la région le 25 octobre 2010. Équipée d'engins et d'autre matériel pour aider l'opération d'évacuation, l'équipe du PTFI a nettoyé divers endroits avec succès.



Les spécialistes de recherche et de sauvetage de Freeport-McMoRan en pleine action après le tremblement de terre en Haïti.



Le groupe d'intervention d'urgence de PTFI en train de distribuer des vivres au lendemain des inondations à Wasior en Indonésie.

Droits de l'Homme

Objectif	État des lieux en 2010	Description du travail accompli	Échéance
Aucune violation des droits de l'homme dans nos opérations	√	En 2010, aucun employé ou sous-traitant de Freeport-McMoRan et de ses filiales n'a violé les droits de l'homme. Cependant, certains incidents ont été signalés et examinés, notamment des cas d'abus commis par le personnel de sécurité du pays hôte sur notre site en Indonésie.	Se produit chaque année
Former toutes les personnes nouvellement engagées dans nos opérations en Indonésie et en République Démocratique du Congo sur la politique et les procédures en matière des droits de l'homme de l'entreprise	√	Nos opérations en Indonésie et en République démocratique du Congo ont terminé la formation du nouveau personnel de sécurité sur tous les droits de l'homme. En outre, 77 % des gardiens de TFM et 59 % des gardiens de PTFI ont fait un stage de perfectionnement en matière des droits de l'homme en 2010.	
Adopter des politiques des droits de l'homme axées sur le site, nommer des responsables de la conformité aux droits de l'homme et communiquer pro activement avec les forces de sécurité du gouvernement hôte sur les droits de l'homme dans toutes les opérations minières actives à l'étranger	√	En 2010, nos opérations chiliennes ont adopté des politiques en matière des droits de l'homme au niveau des sites et TFM a nommé un agent de conformité aux droits de l'homme. Avec la réalisation de ces éléments, cet objectif est désormais atteint. La concertation avec les forces de sécurité des gouvernements hôtes sur les droits de l'homme est une activité en cours.	2009
Mettre en place un nouveau processus d'évaluation des risques de violation des droits humains et améliorer la formation dans les sites en Indonésie et en RDC et d'autres sites internationaux d'ici la fin de 2012	Nouvel objectif	Voir l'évaluation du programme des droits de l'homme en Indonésie dans la section ci-dessous.	2012

Freeport-McMoRan ne tolère pas les violations des droits de l'homme. Notre politique en matière des droits de l'homme exige que nous reconnaissons et respectons les droits de l'homme, que nous conduisons nos affaires d'une manière compatible avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, que nous éduquons nos employés et que nous protégeons tout employé qui rapporte des violations présumées.

Nous avons identifié les risques de violation des droits de l'homme à nos sites en République démocratique du Congo, en Indonésie et au Pérou. Étant donné que les risques des sites et pays varient, nous avons établi des politiques et des procédures en matière des droits de l'homme adaptées à chaque site qui sont conformes à la politique en matière des droits de l'homme de Freeport-McMoRan, aux lois et règlements des pays hôtes, et aux Principes Volontaires sur la Sécurité et les Droits de l'Homme. En outre, nous nommons des responsables de la conformité aux droits de l'homme pour surveiller la conformité et la formation, ainsi que les mécanismes de présentation des rapports, de documentation et de suivi des griefs sur toutes les allégations en matière des droits de l'homme qui sont signalées dans nos domaines d'activités.

Évaluation du programme des droits de l'homme en Indonésie. Freeport-McMoRan, avec l'aide d'un consultant indépendant, a effectué une évaluation de son programme des droits de l'homme à PTFI durant la seconde moitié de 2010. Les éléments spécifiques revus incluent les processus d'évaluation des risques, les programmes de sensibilisation et de formation, et les mécanismes de règlements des griefs concernant les incidents et allégations. Un des résultats importants qui s'en est découlé a été la recommandation d'effectuer une évaluation énergique des risques, axée sur la sécurité et les droits de l'homme. Un nouvel outil d'évaluation qui est né de cette évaluation comprenait l'apport des employés à différents niveaux de l'entreprise pour gérer les risques au sein et hors de la zone du projet, y compris les risques pour les collectivités locales. Nous planifions de commencer une mise à jour du processus d'évaluation des risques sur la sécurité et les droits de l'homme en Indonésie et en République Démocratique du Congo en 2011, ainsi que sur d'autres sites internationaux d'ici 2012.

En 2010, PTFI a effectué plus de 28 000 heures de formation sur la politique en matière des droits de l'homme de notre entreprise avec les employés et les sous-traitants, ainsi qu'avec des dirigeants communautaires, des organisations partenaires, des étudiants et les membres de la police et des forces armées. Au cours de l'évaluation du programme de formation sur les droits de l'homme de PTFI, une étude indépendante a été réalisée sur 170 personnes, y compris le personnel de l'entreprise allant aussi bien du président directeur général qu'au gardien de sécurité, au personnel de la police locale et des leaders civiques. Les personnes interrogées avaient été fortement sensibilisées sur les principes des

droits de l'homme ; cependant, ils avaient une faible compréhension de la manière dont ceux-ci sont liés à leurs rôles individuels et à leurs obligations. Les études révèlent également que dans certains cas, il y a un manque de compréhension sur la nécessité de maintenir confidentielle à la fois l'identité des individus qui rapportent et celle des agresseurs présumés. La peur des représailles est un facteur important dans la réticence à dénoncer les violations des droits de l'homme ; nous sommes en train d'étudier comment relever ce défi. Basé sur les données recueillies lors de ces études, le module de formation sur les droits de l'homme de PTFI a été revu afin d'en améliorer l'efficacité et assurer la compréhension des rôles et responsabilités.

Sécurité

Les risques de sécurité près de nos opérations de Grasberg en Papouasie, Indonésie, proviennent principalement de trois facteurs: la présence des protagonistes et des adversaires du séparatisme dans la région ; la présence des laveurs illégaux de l'or à la batée dans la zone du projet ; et les tensions sociales, politiques et ethniques au sein de la communauté locale et dans d'autres régions de la province.

Bien que TFM soit bien loin des zones de conflit dans les parties est et nord-est de la République Démocratique du Congo, elle est toujours confrontée à des risques de sécurité, principalement en raison de la présence des creuseurs artisanaux illégaux travaillant dans la concession TFM.

Nos services de sécurité interne non armés remplissent diverses fonctions : protéger les installations, surveiller les expéditions de produits et fournitures, aider au réglage de la circulation et assister dans des opérations d'urgence. Notre politique en matière des droits de l'homme exige que les Principes Volontaires sur la Sécurité et les Droits de l'Homme servent de lignes directrices pour nos programmes de sécurité, y compris les interactions avec la police gouvernementale, les militaires et les agents de sécurité privés. Veuillez voir la page 11 pour obtenir une description de nos paiements liés à la sécurité assurée par le gouvernement en Indonésie et en République démocratique du Congo.

TFM a mis en œuvre des cours de recyclage sur les droits de l'homme pour 298 (77 %) gardiens au cours de 2010. L'éducation sur les droits de l'homme et les activités de formation pour les agents de sécurité privés sont prévues en 2011 ; les sous-traitants effectuent actuellement leur propre formation. En 2010, à la demande du commandant de la Police nationale des Mines assigné à la concession de TFM, TFM a commencé à faire des présentations de deux heures pour promouvoir les Principes Volontaires au personnel de la Police des Mines. Nous continuerons à travailler avec la Police nationale de Mines pour une meilleure sensibilisation et un bon respect des droits de l'homme. En 2010, PTFI a offert une formation sur son programme des droits de l'homme et des Principes volontaires à plus de 13 000 employés, sous-traitants et membres de la communauté ainsi que 1 000 policiers et militaires. Les traductions indonésiennes des Principes Volontaires sur la Sécurité et les Droits de l'Homme ont été également distribuées à plus de 2 000 employés du gouvernement hôte, de l'entreprise et des sociétés privées de sécurité.

La mise en œuvre des Principes Volontaires comprend des examens réguliers par la direction de Freeport-McMoRan, des visites de sites et des rencontres avec les gestionnaires chargés des droits de l'homme et de la sécurité du site. Nous continuerons à utiliser un consultant indépendant pour évaluer la mise en œuvre des Principes Volontaires et la formation en RDC en 2011, similaire à celle effectuée en Indonésie en 2010.

Mécanismes de présentation de rapports

En 2010, 12 accusations de violation des droits de l'homme ont été communiquées à l'agent de conformité des droits de l'homme de PTFI. Ces cas n'incluent aucune allégations de violations des droits de l'homme commises par le personnel de PTFI contre la communauté, mais il y avait un certain nombre d'incidents contre ou parmi nos employés. La majorité de ces allégations (5 cas) étaient des affaires criminelles, trois étaient des cas de harcèlement, un était lié à l'emploi et trois n'étaient pas vérifiables. Tous les cas ont été documentés et enquêtés ou sont l'objet d'une enquête par l'agent de conformité des droits de l'homme de PTFI ou par les autorités gouvernementales.

Les cinq affaires criminelles comprenaient des allégations selon lesquelles les forces de sécurité publique avaient intimidé et agressé physiquement le personnel de l'entreprise ou des sous-traitants (trois des cas impliquaient des gardiens de PTFI). La procédure de PTFI est d'informer les superviseurs directs de leurs auteurs, qui ensuite enquêtent sur cette affaire et déterminent les mesures disciplinaires (en janvier 2011, une procédure disciplinaire a été prise dans quatre des cas et la mise en examen du cinquième cas est toujours en attente). En 2010, PTFI a enregistré une augmentation des accusations de violations des droits de l'homme formulées contre les membres de la sécurité du pays hôte (cinq cas en 2010 et trois cas en 2009) et un déclin dans les affaires internes liées aux questions d'emploi (un cas en 2010 et six en 2009), la plupart des cas avaient eu lieu en 2009. Ces incidents mettent en évidence l'importance de la formation continue pour les forces de sécurité du pays hôte et l'amélioration de l'efficacité du mécanisme de règlement des griefs de l'entreprise.

Formation en droits de l'homme des forces de sécurité du gouvernement assignées à PTFI





Un élève dans une école supportée par l'entreprise à Timika en Indonésie (gauche).

Programme d'éducation sur l'environnement dans une école sponsorisée par l'entreprise au Nouveau Mulumbu en RDC (ci-dessous).



La concertation avec des communautés est un engagement fondamental au développement durable. Bien que nous opérons dans le monde entier, chacune de nos opérations a ses racines dans les communautés locales.

La Fondation Freeport-McMoRan Copper & Gold a promis 1 million de dollars pour financer la construction de l'élargissement d'une Clinique et du building administratif du United Community Health Center (Centre de santé communautaire) à Green Valley en Arizona. Le panel des investisseurs, membres de la communauté locale, commencent le creusage (ci-dessus).



Notre mine de Candelaria au Chili supporte le programme d'épanouissement culturel « Comunidad Viva » à Copiapo (droite).



Communautés

Objectif	État des lieux en 2010	Description du travail accompli	Échéance
Investir (dans l'ensemble) 1% de la moyenne du revenu des trois dernières années comme indiqué dans les relevés financiers vérifiés intégrés relatifs dans des programmes communautaires notamment la contribution en nature et dans l'administration	√	En 2010, environ 189 millions de dollars ont été investis dans les programmes communautaires de toutes nos opérations, ce qui a dépassé notre objectif d'1% qui s'élève à 166 millions de dollars. Le montant indiqué comprend tous les coûts administratifs et de redressement ainsi que des fonds communautaires alloués durant l'exercice financier de 2010.	Se produit chaque année
Établir des procédures de chaîne d'approvisionnement dans toute l'entreprise pour promouvoir la sous-traitance locale	Objectif révisé	Cet objectif a été révisé pour que nos opérations trouvent une certaine flexibilité dans les mécanismes les plus efficaces pour faire des affaires avec les fournisseurs locaux.	2011
Effectuer des études réalisées par une société indépendante en utilisant une méthodologie plus performante pour évaluer les impacts directs et indirects de toutes les opérations minières aux niveaux local, régional et national	En retard	Toutes les régions dans lesquelles nous opérons ont effectué des études à l'exception de TFM et de nos opérations au Chili, qui sont censées les faire en 2011. Toutes les régions vont continuer à actualiser leurs études ou en effectuer de nouvelles de manière périodique ou progressive.	2009
Etablir, mettre en place et maintenir des systèmes pour enregistrer, traiter et donner suite aux griefs formulés par la communauté dans toutes nos mines opérationnelles	√	Nous avons lancé un système de gestion des griefs communautaires dans tous nos sites miniers opérationnels et une base de données a été développée pour enregistrer et suivre les griefs et leur résolution. Nous surveillons continuellement la mise en place de ce système et nous identifions des méthodes pour continuer à l'améliorer.	2010
Élaborer des directives communautaires pour l'exploration des projets	En bonne voie	Nous avons passé en revue les lignes directrices existantes et les meilleures pratiques dans l'industrie et nous avons aussi rédigé un processus de plan social pour l'exploration.	2011
Préparer un plan de mobilisation avec les Amérindiens pour les opérations aux E.-U.	En bonne voie	Une ébauche du plan de mobilisation est revue par les leaders de divers départements et les opérations concernées dans l'entreprise.	2011
Ajouter au moins deux nouveaux panels d'investissement dans les communautés avoisinantes de nos opérations	Nouvel objectif	Nous avons établi deux Panels d'investissement communautaire aux E.-U et tous les deux constituent des mécanismes réussis pour la mobilisation et le développement communautaires.	2011

Nous avons des opérations à travers le monde, mais chacune de nos opérations tire ses racines dans les communautés locales où nous embauchons, trouvons des fournisseurs et des organisations avec lesquelles nous formons des partenariats et qui contribuent tous au succès et au développement de la région. Conformément à notre politique sur les communautés, nous collaborons étroitement avec les communautés pour atténuer les impacts négatifs et mettre en exergue des circonstances qui nous permettent d'optimiser les impacts positifs et consolider des plans de développement communautaire. Grâce à la mobilisation communautaire, aux projets de préservation de la culture et aux programmes de formation professionnelle, nous cherchons à répondre aux besoins, à la culture et aux coutumes des autochtones qui vivent près de nos opérations. Nous collaborons avec les Papous autochtones en Indonésie, les Amérindiens aux E.-U. et les communautés d'Alto Loa au Chili.

Pour les nouveaux projets ou les expansions, nous menons des études et des évaluations pour identifier les impacts potentiels qui sont liés aux projets dès le début et nous créons un cadre pour développer un plan de réduction d'impacts. Ces activités comprennent également les éléments clés de mobilisation et de consultation. La création d'un forum de mobilisation réciproque s'avère nécessaire pour recevoir des feedbacks de nos intervenants locaux sur nos programmes et aussi pour assurer une meilleure compréhension de nos opérations, des impacts et des plans d'atténuation dans les communautés.

Nous usons du processus du Registre des risques en développement durable pour identifier les impacts sociaux actuels et potentiels ainsi que des opportunités; chacun de nos sites a mis au point un plan quinquennal pour résoudre les problèmes communautaires et ouvrir la voie au développement durable à long terme dans les régions où nous opérons. Etablir un parallélisme entre les besoins locaux et nos affaires fait partie de chaque plan d'opérations qui est élaboré grâce aux plans de développement des intervenants, de la communauté et du gouvernement.

Par exemple, notre plan de développement communautaire quinquennal en RDC comprend des plans de gestion de la croissance urbaine afin de faire face aux risques liés aux mouvements des populations. Le plan examine non seulement la manière dont TFM peut réduire la croissance démographique dans les endroits ciblés pour l'expansion de la mine, mais aussi la façon de gérer un développement durable à long terme. Les intervenants dans ce projet sont composés d'organismes locaux fonciers gouvernementaux, des autorités de la ville, des leaders communautaires et des opérateurs économiques locaux ainsi que des membres de la direction et des planificateurs de la mine de TFM.

Peuples autochtones et droits fonciers

C'est notre politique de nous conformer aux lois du pays hôte concernant les droits fonciers et coutumiers partout où nous opérons, de l'exploration à la fermeture. Dans les situations où les membres de la communauté signalent une réclamation ou un grief relatif aux droits fonciers ou aux droits coutumiers, nous travaillons avec les autorités locales afin d'enquêter sur le grief et parvenir à un accord dans le cadre juridique existant du gouvernement hôte.

En Indonésie, PTFI a reçu des réclamations des membres de la communauté papoue locale relatives aux droits fonciers existant au préalable associées aux régions touchées par les opérations de PTFI. L'entreprise a indemnisé les premiers habitants des zones affectées par la perte des droits fonciers au travers d'un certain nombre de programmes avec la communauté locale, y compris l'établissement du Fond fiduciaire Amungme et Kamoro pour toute la durée de vie de la mine. Depuis 2001, nous avons contribué 28 millions de dollars à ces fonds. En outre, nous avons établi des projets de reconnaissance avec des villages touchés d'Amungme et Kamoro en apportant des infrastructures et autres améliorations dans ces communautés ainsi que d'autres programmes d'aide au développement.

PTFI a enregistré cinq griefs formels en 2010 au sujet des questions liées aux droits fonciers des peuples autochtones. Ces griefs comprenaient des questions telles que les différends au sujet de l'utilisation des terres, les nouvelles réclamations des droits fonciers, l'indemnisation concernant des anciennes acquisitions de terres et leur utilisation, aussi bien que les effets ressentis sur les voies navigables traditionnelles. De ces cinq cas, un a été résolu et quatre sont toujours sous examen. Le système de gestion des griefs communautaires du siège donne des directives aux sites sur la manière d'enregistrer, suivre, enquêter et résoudre les griefs de la communauté.

En 2010, un membre de la tribu d'Amungme a également déposé une poursuite contre PTFI et le gouvernement indonésien concernant le droit d'utiliser les terres d'Amungme, ainsi que des allégations de violations environnementales et des droits de l'homme. L'affaire a été rejetée par les tribunaux indonésiens en février 2011 parce qu'elle ne respectait pas les exigences relatives à un recours collectif.

Réinstallation

En 2010, TFM a commencé à travailler sur l'Addendum de l'Évaluation des impacts environnementaux et sociaux (EIES) de 2007, qui comprendrait un agrandissement de l'usine de TFM et l'exploitation des gisements de minerais de Tenke-Fwaulu. Ce processus EIES a été achevé au premier trimestre de 2011 et comprend une mise à jour de la base socio-économique des communautés touchées, une consultation publique sur le projet ainsi que l'élaboration d'un Plan d'Action de Réinstallation de 70 ménages supplémentaires qui doivent être déplacés en raison des impacts inévitables. Des terres agricoles supplémentaires seront acquises dans ce cadre et, afin de limiter ces impacts, des semences améliorées et des engrais seront également distribués pendant trois ans pour aider au rétablissement des moyens de subsistance des niveaux précédents ou même atteindre de meilleurs niveaux. Des alternatives seront aussi explorées pour soutenir les tenants du développement économique dans la région. TFM surveillera les niveaux de revenu des personnes affectées par le projet pour mesurer l'efficacité des activités de restauration des moyens de subsistance. TFM effectue également des surveillances internes et externes de l'application du Plan d'Action de Réinstallation, y compris un audit annuel externe. De 2007 à 2009, TFM a réinstallé avec succès 379 ménages touchés par la phase initiale du projet.



Le plan d'Action de Réinstallation de TFM, développé en collaboration étroite avec les membres de la communauté et du gouvernement, et d'autres intervenants, procure des logements, des installations communautaires, la restauration des terres agricoles et des moyens de subsistance. (Le gisement de Tenke figure sur le bas de cette photo – grande colline).

PTFI travaille avec un groupe de la population côtière locale concernant l'accès à la partie estuaire de la zone de dépôt des résidus de Grasberg de et à la ville de Timika.



Transport durable dans l'est d'Ajkwa Estuary en Papouasie, Indonésie

A PTFI, les rejets des mines et le dépôt des sédiments naturels construisent plus de terres et remplissent les canaux d'eau dans la partie sud de la zone de dépôt de résidus dans l'estuaire d'Ajkwa. Cet impact a été identifié en 1996 durant l'Évaluation des impacts environnementaux et sociaux. En 2009, PTFI a reçu des griefs locaux selon lesquels la sédimentation affectait négativement une voie d'accès navigable principalement utilisée par les villages côtiers pour se rendre à la ville de Timika.

En réponse à ces intervenants principalement de Kamoro (tribu papoue autochtone), PTFI a réquisitionné l'Institut Teknologi Sepuluh Nopember (ITS), un institut de technologie à Surabaya pour effectuer une étude sur le transport afin d'évaluer comment améliorer les mouvements côtiers dans la région. L'objectif de l'étude était de réaliser une étude sociale, économique, technique et financière complète concluant sur un système de transport à long terme. L'équipe chargée de l'étude comprenait un océanographe, un ingénieur portuaire, un architecte naval, un spécialiste du transport maritime, un anthropologue et un économiste.

L'équipe a élaboré une étude de référence sur les villages et les ports actuels de la côte sud, y compris 15 villages dans quatre districts. Un certain nombre de villages bénéficient actuellement d'un service de transport par bus pour Timika fourni par PTFI et l'étude a intégré des recommandations afin de créer un équilibre entre les systèmes de transport terrestre et maritime.

PTFI poursuit des travaux avec le gouvernement afin d'évaluer les solutions alternatives, dont l'utilisation des bateaux traditionnels, des aéroglisseurs, des navires polyvalents et l'option de creuser un petit canal à travers une partie de la zone de dépôt plus faible pour permettre l'accès de petits bateaux de transit 24 heures sur 24. Comme le dépôt des sédiments continue, le système de transport va évoluer et changer pour considération des conditions futures.

Un certain nombre de villages affectés utilisent le service de bus fourni par l'entreprise pour se rendre en ville. Des plans ultérieurs comprennent le transport maritime.



Impacts économiques

Nos opérations produisent des retombées économiques directes et indirectes pour de nombreux intervenants. Nous offrons des possibilités de formation et d'emploi, nous achetons des biens et utilisons les services des locaux. Nous contribuons également financièrement aux gouvernements hôtes sous forme des paiements de taxes, des redevances, des dividendes et d'autres frais (voir les pages 2 et 11).

Notre politique de chaîne d'approvisionnement mondial encourage l'utilisation des fournisseurs locaux lorsque cela représente un avantage pour les communautés dans lesquelles nous opérons. En 2010, nos dépenses d'approvisionnement dans le monde entier avec les fournisseurs locaux ont totalisé 27 % des dépenses, une augmentation de 6 % comparé à 2009. Au fur et à mesure que nous évaluons et mettons sur pied des projets d'expansion importants, nous sommes conscients des incidences potentielles que les activités d'approvisionnement peuvent avoir sur les collectivités locales au cours de la construction, du démarrage et de l'exploitation.

Investissement communautaire

Les critères de l'investissement social de Freeport-McMoRan comprennent un ensemble des directives visant à assurer que les ressources sont utilisées efficacement pour répondre aux besoins prioritaires et faciliter le renforcement des capacités locales à soutenir les communautés lorsque nous cessons nos opérations. Nous collaborons avec des ONG, des fondations et d'autres institutions communautaires et gouvernementales à l'échelle mondiale pour appuyer les initiatives de développement communautaire.

Nous avons établi des fondations communautaires ou des fonds sociaux en Indonésie, au Pérou, aux États-Unis et, plus récemment, en République Démocratique du Congo pour nous assurer que les communautés et les gouvernements locaux ont une voix directe dans la façon dont ces fonds sont utilisés. Ces fondations communautaires et ces fonds représentent plus de 50 % de notre investissement annuel dans la communauté à l'échelle mondiale. Par exemple, PTFI s'est engagée à consacrer 1 % de ses revenus annuels de 2011 pour le développement de la communauté locale par le biais du Fonds de partenariat de Freeport pour le développement communautaire, qui est géré par l'organisation Amungme et Kamoro Community Development (LPMK). Les contributions de PTFI au fonds de partenariat ont totalisé 64 millions de dollars en 2010. Aussi, notre opération de Cerro Verde au Pérou a contribué 41 millions de dollars à son fonds de développement local en 2010.

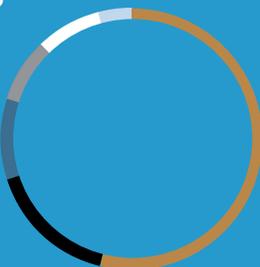
Grâce à la philanthropie et au bénévolat, les employés de Freeport-McMoRan tiennent à ce que nos communautés soient de meilleurs endroits où vivre et travailler. En 2010, les employés de toutes nos opérations en Arizona ont terminés 138 projets de service communautaire axés sur le développement de la jeunesse, l'éducation, la sécurité au travail et l'environnement.

Les employés ont également réinvesti dans les communautés locales grâce à leurs contributions personnelles. Chaque année, les employés aux États-Unis participent à la campagne annuelle de levée de fonds de United Way qu'organise l'entreprise, durant laquelle ont été récoltés plus de 2 millions de dollars en 2010 sous forme de dons personnels et d'un don d'un montant proportionnel de la part de la Fondation Freeport-McMoRan Copper & Gold. En outre, toujours en 2010, le programme Matching Gifts (don jumelé) de nos employés a égalé plus de 1,5 million de dollars de dons personnels effectués par nos employés auprès d'organisations sans but lucratif et des organisations de charité existantes aux États-Unis. Après le tremblement de terre dévastateur au Chili du 27 février 2010, les opérations chiliennes de Freeport-McMoRan ont mis en jeu 5 millions de dollars pour les efforts de réparation et de reconstruction en collaboration avec le projet Volvamos a la Mar, en aidant les pêcheurs qui ont perdu leurs équipements dans le tremblement de terre et le tsunami. D'autres projets liés au tremblement de terre comprennent un projet de signalisation de sécurité entre Candelaria et la municipalité de Caldera. Le projet consiste en la conception, la construction et l'installation de 128 panneaux dans des endroits stratégiques le long de la côte de la plage principale pour identifier les zones à risque d'inondation, les voies d'évacuation et les aires de sécurité.

Investissement communautaire en 2010

189 millions de dollars

- 54% Fonds fiduciaire communautaire ⁽¹⁾
- 16% Education et Formation professionnelle
- 10% Education et Formation professionnelle
- 8% Développement économique & Infrastructure
- 8% Administration ⁽²⁾
- 4% Réinstallation et autres ⁽³⁾



⁽¹⁾ Fonds fiduciaire communautaire et Fondations (axés d'abord sur la communauté) notamment le Fonds de contribution sociale bénévole du Pérou, le Fonds de partenariat pour le développement communautaire de PTFI, le Fonds fiduciaire Amungme et Kamoro (Indonésie), et le Fond de développement social communautaire de Tenke Fungurume (RDC).

⁽²⁾ Comprend les frais administratifs associés à la fourniture directe et à la gestion des services/programmes sociaux.

⁽³⁾ Associé au Plan d'Action de Réinstallation de Tenke Fungurume.





Travailler avec nos voisins et les gouvernements hôtes pour établir des communautés saines est la pierre angulaire de notre programme de développement durable. Nous allouons des ressources importantes pour réduire les risques à la santé publique. (Photo : un hôpital soutenu par l'entreprise, mais qui appartient à la communauté en Papouasie en Indonésie).



PTFI met sur pied un programme de classe mondiale pour lutter contre le paludisme dans ses zones d'opération en Papouasie en Indonésie (photo : un laborantin du département de la santé publique et de lutte contre la malaria).

Santé publique

Nous opérons dans des parties du monde qui sont à cours d'eau potable et d'hygiène et où les populations ont un bas niveau d'éducation à l'hygiène, et ont un accès limité aux services de santé. En travaillant étroitement avec les gouvernements et les ONG locaux, nous consacrons des ressources importantes pour aider les communautés, les peuples autochtones et les gouvernements à réduire les risques à la santé publique.

PT Freeport Indonésie. Autour de nos opérations en Indonésie, le VIH/SIDA, la tuberculose (TB) et la malaria sont des maladies infectieuses qui présentent des risques aux employés, à leurs familles et à la communauté locale. A travers le département en charge de la lutte contre la malaria et la santé publique de PTFI (PHMC), soutenue par le prestataire des services médicaux, International SOS, l'entreprise a mis sur pied des programmes d'éducation et de formation professionnelle, de prévention, de counseling, de diagnostic et de traitement.

En 2010, PHMC a formé plus de 7 700 membres de la communauté et 6 600 employés sur le VIH/SIDA, ce qui représente une augmentation de 29% comparé à 2009. PTFI offre également les services de counseling et de dépistage volontaires confidentiels pour le VIH/SIDA (HIV/AIDS Voluntary Counseling and Setting - VCT) aux employés et aux membres de la communauté; plus de 2 950 employés et 1 500 membres de la communauté ont bénéficié de ce service en 2010.

En collaboration avec le gouvernement local et l'organisation du développement communautaire Amungme et Kamoro (LPMK), PTFI opère une clinique TB à Timika qui se charge du dépistage et du traitement des cas actifs de tuberculose en mettant en œuvre la méthode de court traitement direct. En 2010, plus de 5 100 personnes se sont rendues à la clinique TB de Timika, dont environ 1 700 ont été testées pour la tuberculose. De ces cas, 314 individus diagnostiqués de tuberculose ont commencé le programme de traitement d'une durée de 6 mois. En 2010, le taux de ceux qui ont terminé le traitement de la tuberculose s'élevait à 88% pour les membres de la communauté et 98% pour les employés. Ceci dépasse les traitements que réalise l'Organisation mondiale de la santé (85%). Ceci est une grande réussite si l'on considère la grande mobilité de la population locale, facteur qui contribue à des taux d'abandon plus élevés dans des situations similaires ailleurs.

PTFI met en œuvre également un programme de classe mondiale de lutte intégrée contre le paludisme dans sa zone de projet et dans les collectivités avoisinantes. Tous les cas confirmés de paludisme sont traités avec des médicaments dérivant d'une combinaison de haute qualité d'artémisinine (ACT) dans les cliniques et dans la communauté. En 2010, les cliniques PHMC communautaires et les établissements de santé pour les employés de PTFI ont diagnostiqué et traité environ 17 800 employés et membres de la communauté pour le paludisme (une diminution de 26 % par rapport à 2009). Le nombre de cas de paludisme traités à l'hôpital communautaire local LPMK a diminué de 6 % pour arriver à environ 39 300 cas.

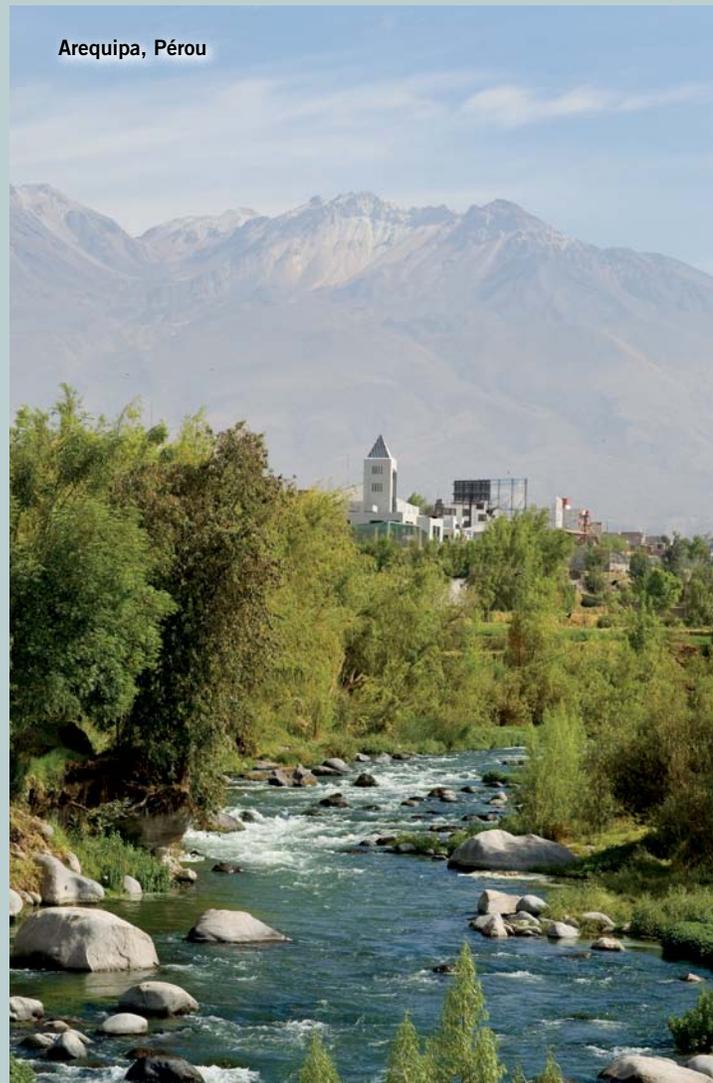
En 2010, LPMK a financé à hauteur de 12 millions de dollars les programmes de santé communautaire dont deux hôpitaux communautaires.

De l'eau potable pour Arequipa au Pérou

Au Pérou, le partenariat en eau potable pour Arequipa avec notre opération de Cerro Verde est sur la bonne voie avec un engagement total de 110 millions de dollars - un projet de grands travaux de génie civil. En juin 2010, un sous-traitant a posé la première pierre d'une usine de traitement de l'eau (photographié en bas à droite) et la construction a débuté en septembre 2010. Cerro Verde va diriger les opérations de construction du système de distribution initiale, qui est maintenant entièrement conçu. Le projet de partenariat en matière d'eau potable devrait se terminer en 2012.

Présentement, Cerro Verde et le gouvernement cherchent des ONG qualifiés, des organismes donateurs et d'autres intervenants qui sont intéressés à se joindre à cet engagement afin d'aider avec les activités de renforcement des capacités associées à la consommation d'eau municipale dans les régions plus petites et plus éloignées d'Arequipa.

Freeport-McMoRan a établi un partenariat avec la Clinton Global Initiative afin de trouver des ressources et des partenaires internationaux pour appuyer les programmes d'eau potable à Arequipa. Plusieurs organismes gouvernementaux et les universités à Arequipa ont des bureaux, des installations d'entreposage et de stockage disponibles pour des partenaires potentiels. Le soutien logistique pour faciliter les contacts entre des partenaires potentiels et les dirigeants gouvernementaux et communautaires appropriés est disponible. Les parties intéressées peuvent nous contacter à sustainability@fmi.com.



Arequipa, Pérou



Construction de la nouvelle usine de traitement d'eau à Arequipa qui pourra alimenter un million de personnes à partir de 2012

Tenke Fungurume Mining. Après une grande épidémie de choléra (493 infectés, 17 décès) durant la saison des pluies de 2008 et de 2009, TFM, en collaboration avec la Zone de santé du gouvernement local, a installé des réservoirs d'eau potable et des latrines ventilées tout au long de la ville de Fungurume et dans les collectivités éloignées. Cela a causé une réduction considérable de choléra et autres maladies d'origine hydrique ; aucun cas de choléra n'a été signalé dans la Zone de santé au cours des deux dernières saisons pluvieuses.

TFM a mis en œuvre un programme de lutte intégrée contre le paludisme dans sa zone de projet afin de protéger le personnel, ainsi que la communauté résidant au sein de la concession. Avec la pulvérisation résiduelle intra domiciliaire pour réduire la population des moustiques, le programme comprend la surveillance et le traitement des sites de reproduction des moustiques et la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide. En outre, des renseignements sur la prévention du paludisme et la reconnaissance des symptômes ont été fournis aux employés et aux membres de la communauté par des professionnels de la santé de la Zone de santé communautaire, qui ont été pris en charge et formés par TFM. Une collaboration étroite existe entre les autorités civiles et les cliniques du gouvernement local concernant des sujets d'intérêt commun tels la formation du personnel des labos pour améliorer leurs compétences en matière de diagnostics, les soins appropriés et le renforcement des capacités.

Tous les cas confirmés de paludisme chez les employés et les personnes à leur charge sont traités avec des médicaments ACT dans les cliniques du site. En 2010, un total de 750 cas de paludisme chez les employés/ personnes à leur charge ont été diagnostiqués et traités. Des enquêtes de prévalence du paludisme chez les enfants en âge scolaire sont menées deux fois l'an pour établir l'impact des mesures d'intervention. Le taux de prévalence moyenne de 31 % du rapport d'enquête de mai 2010 a indiqué une diminution de 9 % de la prévalence de paludisme par rapport à l'enquête de l'année précédente (mai 2009) et une diminution de 60 % par rapport à l'enquête de référence menée en 2007.

TFM soutient également les employés et leurs familles grâce à un programme ambitieux de prévention, de counseling et de traitement du VIH/SIDA. Basé sur les taux d'infection chez les femmes enceintes, la Zone de santé de Fungurume (ZSF) estime que la prévalence du VIH/SIDA dans la communauté se situe entre 2,5 et 3 %, bien en dessous du taux à Lubumbashi (6,8 %) mais supérieur à la moyenne nationale signalée (1 %). Pour atténuer cela, TFM travaille en collaboration avec le personnel de la ZSF, les autorités régionales et nationales afin de développer un plan global et durable de la prévention et du traitement du VIH/SIDA.

Amérique du Nord et du Sud. Aux États-Unis, nous formons des partenariats de prévention des maladies et de bien-être au bénéfice des employés, leurs familles et les membres de la communauté. En 2010, les employés de nos opérations de Chino et Tyrone au Nouveau-Mexique ont terminé les cours de premiers secours, qui comprennent l'éducation sur les pathogènes à diffusion hématogène. Les opérations d'El Abra près de Calama au Chili ont lancé un programme de promotion de la santé dentaire pour plus de 120 enfants et environ 20 enseignants dans cinq écoles qui se trouvent dans les communautés autochtones. Nos opérations de Cerro Verde au Pérou ont travaillé avec les autorités du secteur de la santé sur des campagnes d'information afin d'encourager des comportements sains et les soins préventifs. El Abra a également participé à la création des postes médicaux dans les communautés locales d'Uchumayo, Tiabaya, Matarani et Yarabamba au cours de l'année.

Le programme intégré de TFM contre le paludisme en RDC comprend la lutte contre les moustiques, la lutte anti vectorielle, la surveillance, la prévention et le traitement. (Photo : tests de malaria à la clinique de la Zone de santé du gouvernement sur la communauté de Fungurume).



L'exploitation minière artisanale

Objectif	État des lieux en 2010	Description du travail accompli	Échéance
Mener une évaluation globale initiale sur l'exploitation minière artisanale dans la zone où se trouve notre projet en Indonésie en coopération avec le gouvernement hôte et les intervenants communautaires	En bonne voie	La Atma Jaya Catholic University a été retenue pour mener l'étude initiale; elle a commencé le travail en 2010 (voir plus de détails ci-dessous).	2011

Freeport-McMoRan a deux opérations (PTFI et TFM) où de petits exploitants artisanaux miniers illégaux (ASM) opèrent dans la concession minière ou sur des aires de travail, et les deux sites reconnaissent cette exploitation minière illégale comme un sérieux défi à relever dans le développement durable. Dans les deux cas, la plupart des gens qui travaillent comme petits exploitants viennent d'ailleurs et s'installent dans la région. Ils possèdent très peu d'équipements et ont des connaissances limitées pour opérer dans des conditions dangereuses; ils peuvent facilement créer des risques pour l'environnement et mettre leur propre santé et sécurité au travail en danger. A TFM, les creuseurs cherchent le cobalt et le cuivre sur les couches de surface qui abritent des gisements à haute teneur prévues pour une future exploitation par TFM, tandis qu'à PTFI, ils lavent l'or à la batée dans un certain nombre de bassins hydrographiques du fleuve y compris le système d'évacuation fluviale des rejets.

La hausse des prix des métaux provoque l'augmentation des activités minières illégales, qui également créent des tensions sociales et économiques entre les intervenants des communautés locales et des groupes externes. Grâce à de meilleures pratiques décrites dans le document Guide du CIMM, *Travailler ensemble : comment les mineurs à grande échelle peuvent créer une approche relationnelle avec les mineurs artisanaux à petite échelle*, nous créons une relation avec les mineurs artisanaux et les autorités compétentes pour accroître la sensibilisation et le dialogue et chercher des solutions pour réduire les risques liés à cette question complexe.

PT Freeport Indonésie. Durant les quatre dernières années, Dr. Kevin Telmer visite PTFI et met à jour les informations de référence recueillies sur les activités des ASM dans la zone de projet de PTFI. Dr. Kevin Telmer est président d'Earthtone Environmental R&D Inc. et directeur fondateur de l'Artisanal Gold Council. Il est expert en exploitation minière artisanale de l'or à petite échelle et possède 15 ans d'expérience de travail sur terrain avec les exploitants miniers et les gouvernements dans le renforcement des capacités techniques, sociales, dans l'élaboration des politiques et la conduite des affaires.

Le nombre des ASM, les infrastructures et le développement économique découlant de leurs activités a augmenté progressivement en même temps que le prix de l'or sur le marché mondial. Il y a maintenant des milliers de mineurs illégaux le long du fleuve avec un nombre important de personnes dans la communauté locale qui appuient cette activité croissante.

Une question environnementale clé identifiée par le Dr Telmer et PTFI était le potentiel d'utilisation du mercure pour concentrer l'or lavé à la batée. PTFI a mis en place un certain nombre de suggestions pour éduquer les ASM et les autorités locales sur les risques graves de l'utilisation de mercure. PTFI a également installé un appareil central de surveillance de mercure périphérique à Timika et a donné des moniteurs qui sont utilisés à Timika et le long des rivières. Les ASM opèrent dans un certain nombre de réseaux fluviaux et apportent leurs divers produits à Timika où il existe plus de 40 ateliers d'or qui transforment les concentrés avant d'expédier l'or dans d'autres lieux pour le raffinage ou la revente. À ce jour, les efforts fournis ont réussi à empêcher que le mercure soit utilisé dans le réseau fluvial ; cependant, l'utilisation du mercure a été identifiée à Timika dans certains ateliers d'or et les autorités ont demandé que les opérateurs réduisent cette pratique risquée. PTFI travaille en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales pour élaborer un plan d'action pour améliorer la sécurité au travail et la santé liées aux activités des ASM. Par exemple, PTFI travaille avec les autorités locales afin d'éduquer et de sensibiliser davantage la population urbaine et les creuseurs individuels ou propriétaires des magasins d'or sur les dangers de l'utilisation du mercure.

PTFI a retenu une équipe d'experts de l'Université catholique d'Atma Jaya à Jakarta, qui a effectué un vaste travail social de base en Papouasie, afin de mener une étude sociale complète de la base. L'équipe d'Atma Jaya collecte les informations grâce aux observations, interviews et enquêtes. L'étude a commencé dans la région des hautes terres et a recensé les principaux propriétaires fonciers, les dirigeants de la communauté parmi les ASM ainsi que tous les aspects des opérations de soutien autour des activités des ASM. Une fois terminée la partie de l'étude de référence sur les hautes terres, l'équipe se déplacera pour examiner les basses terres. L'étude devrait être terminée en 2011.

Tenke Fungurume Mining. La présence de l'exploitation minière artisanale est très répandue dans toute la République Démocratique du Congo, et les activités minières illégales au sein de la concession de TFM sont une question qui refait surface périodiquement. En 2009 et en 2010, TFM a vu la résurgence de l'activité minière illégale dans la concession au fur et à mesure que les prix des métaux augmentent et que les mineurs artisanaux provenant d'autres régions minières du Katanga (au-delà du contrôle de TFM) se déplacent.

Les plus grands risques concernant les activités d'exploitation artisanale en RDC sont à la fois des questions liées à la sécurité au travail et à la sécurité (voir l'étude de cas ci-dessous). Les exploitants illégaux creusent des tunnels pour accéder aux gisements de minerais et aux galeries souterraines et cela dans des conditions de travail instables et dangereuses. L'entreprise travaille avec les autorités de la République Démocratique du Congo pour qu'elles puissent arrêter des mesures de contrôle aux points d'entrée et de sortie de la concession pour intercepter les expéditions des produits illégaux, ce qui s'avère grandement efficace.

Au cours d'un examen des programmes de développement durable effectué par un consultant à TFM cette année, il a été recommandé que TFM suive l'exemple de PTFI et procède à une étude complète de la base pour aider à développer une meilleure compréhension des moteurs socio-économiques et des risques, afin qu'un plan d'action plus détaillé soit développé avec les intervenants communautaires et gouvernementaux.

Respect et promotion des droits de l'homme en RDC

La concession de TFM comprend plus de 615 milles carrés (1 600 kilomètres carrés) de terre ; donc, il est extrêmement difficile pour le gouvernement de contrôler l'extraction illégale et le transport des minerais. Nous avons travaillé avec les autorités locales et la communauté sur la meilleure façon d'aborder ce problème d'une manière non conflictuelle, compatible avec les Principes Volontaires sur la Sécurité et les Droits de l'Homme. Nous avons fait des progrès, mais l'extraction illégale reste un sujet à risque clé pour TFM dans le domaine de la sécurité et des droits de l'homme.

Le 9 août 2010, un camion transportant des minerais extraits illégalement au large de la concession a été arrêté par les autorités locales. Les creuseurs ont violemment réagi et endommagé des biens de l'entreprise. Lors de l'incident, les officiers de la Police territoriale ont rencontré les représentants de TFM pour examiner les pratiques et les politiques des droits de l'homme qu'applique l'entreprise. Heureusement, personne n'a été blessé, mais le jour suivant l'événement, le ministre provincial de l'Intérieur a envoyé un supplément de Police territoriale et les mineurs artisanaux ont répondu par des jets de pierres. Plusieurs policiers ont été légèrement blessés et quelques membres de la Police territoriale ont tiré des coups en l'air pour disperser la foule.

Le 18 août 2010, il y a eu un autre affrontement entre les forces de sécurité gouvernementales et les creuseurs, au cours duquel des coups ont été tirés à nouveau en l'air pour disperser les mineurs et un jeune garçon a été tué. TFM a avisé les membres civils de la Mission de Stabilisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo (MONUSCO), qui s'efforce d'assurer le respect des droits de l'homme et a demandé que le procureur général à Lubumbashi assure une surveillance dans l'enquête du gouvernement sur le décès qui avait eu lieu. Au cours de ces incidents, le dialogue a conduit à une visite du site par le personnel de la MONUSCO et d'un représentant d'une ONG des droits de l'homme national. Après avoir parlé avec les autorités locales et le personnel de droits de l'homme de TFM, la délégation de la MONUSCO a conclu que les actions prises par les autorités et TFM étaient compatibles avec les principes établis en matière des droits de l'homme. Néanmoins, TFM intensifie ses efforts pour un dialogue plus régulier avec la sécurité du gouvernement hôte sur les règles internationales afin d'éviter confrontation et futurs incidents.

Notre programme de gestion de l'environnement repose sur l'atténuation des impacts environnementaux utilisant les stratégies de gestion des risques basées sur des données valides et scientifiquement vérifiables. Surveillance de bruits dans un village près des opérations de TFM en RDC (ci-dessous).



Répondre au besoin de nos produits doit être équilibré avec des programmes pour minimiser et atténuer les impacts sur l'environnement. Les opérations minières à Cerro Verde au Pérou (ci-dessus).



Production de compost dans un projet agricole sur un bassin de rejets en Papouasie en Indonésie (grande photo).

Notre mine d'El Abra au Chili participe aux efforts pour soutenir la biodiversité dans les gisements de sel des Andes grâce à la surveillance continue (droite).



Environnement

Notre politique en matière d'environnement repose sur notre objectif de nous conformer aux lois et règlements et de minimiser les impacts sur l'environnement en utilisant les stratégies de gestion des risques fondées sur des données valides et scientifiquement solides. Nous fixons des objectifs, mettons sur pied et améliorons des systèmes tout en nous assurant que nous respectons les procédures dans la mise en œuvre de cette politique. En 2010, afin de nous conformer aux lois et règlements applicables sur l'environnement, les dépenses en capital encourues et les autres dépenses associées, se sont élevées à 372 millions de dollars (y compris les parts de nos co-partenaires).

Changement climatique

Objectif	État des lieux en 2010	Description du travail accompli	Échéance
Pour les sites avec des émissions directes de CO ₂ -e (équivalents de dioxyde de carbone) dépassant 100 000 tonnes métriques par an, préparer un plan d'émissions des gaz à effet de serre qui optimise les émissions relatives aux combustibles allant de pair avec un plan à long terme de la production minière	En retard	En 2010, dix de nos opérations ont connu des émissions directes de CO ₂ -e supérieures à 100 000 tonnes métriques. Notre personnel technique du groupe de travail chargé des gaz à effet de serre et les planificateurs des mines prévoient des émissions sur base d'un plan quinquennal. Nous sommes en train d'évaluer les données de la flotte opérationnelle pour identifier les points qui nécessitent une amélioration dans la consommation des combustibles. Nous espérons donner des directives sur ce qui est exigé sur le plan en 2011.	2010
Effectuer des audits sur l'efficacité énergétique dans les grandes opérations d'ici la fin de 2012 et mettre en œuvre des projets d'amélioration hiérarchisés d'ici 2014	Objectif révisé	Cet objectif a été révisé pour besoin d'audits d'énergie avant de développer un plan de développement d'efficacité énergétique et sa mise en œuvre. Les audits sur l'énergie ont été effectués à PTFI et à la raffinerie d'El Paso.	2014
Établir deux installations d'énergie renouvelable sur les propriétés à activités minières	En avance sur les prévisions	Des installations d'énergie solaire sont en construction à notre mine de Bagdad et à Ajo (opérations fermées) en Arizona. Des projets supplémentaires d'énergie renouvelable sont au stade de la conception ou en développement dans d'autres usines que nous contrôlons.	2014
Identifier (d'ici la fin de 2011) et réaliser le projet d'atténuation avec la contrepartie de la fixation du carbone par une matière en Papouasie en Indonésie	En retard	En 2010, nous avons travaillé avec Carbon Conservation pour identifier trois projets potentiels pour la réduction d'émissions venant de la déforestation et de la dégradation de la forêt (REDD) en Papouasie. Dû à l'incertitude politique et aux intervenants, l'exécution de ce projet sera difficile.	2016

Le changement climatique est un sujet intéressant qui provoque des débats au sein des gouvernements, dans le secteur privé, chez les analystes socialement responsables, les investisseurs et dans le monde universitaire. En ce qui concerne notre entreprise, les risques potentiels associés au changement climatique comprennent la réglementation potentielle des émissions des gaz à effet de serre et l'augmentation des coûts relatifs aux combustibles et à l'achat de l'électricité. En outre, nos opérations exigent des volumes énormes d'eau ; des pénuries dans l'approvisionnement affecteraient nos coûts, notre production et nos résultats financiers.

Depuis 2006, nous participons au Carbon Disclosure Project (CDP – Projet de communication sur le carbone), une initiative volontaire favorisant le rapport d'exploitation normalisée des gaz à effet de serre et des efforts de réduction. Nous avons également participé au sondage inaugural sur l'eau du CDP en 2010.

- *Rapports du Projet de communication sur le carbone*
- *Section sur les facteurs des risques du rapport 10-K de 2010*



Des carottes glaciaires renferment des informations importantes sur le changement climatique

Une équipe de spécialistes du climat global (à gauche) s'est retrouvée sur les glaciers équatoriaux près du site des opérations de PTFI au printemps de 2010 pour extraire des carottes de glace qui peuvent fournir de précieuses informations scientifiques sur l'histoire des changements climatiques de la planète et autres événements environnementaux. Le professeur Lonnie G. Thompson, chef d'équipe pour le groupe de recherche Ice Core paléo climatiques du Byrd Polar Research Center à Ohio State University, dit qu'il y a urgence pour

recueillir ces renseignements avant que la glace ne disparaisse. Beaucoup de glaciers du monde, y compris ceux qui coiffent les plus hauts sommets des monts Jayawijaya en Papouasie, reculent rapidement. L'équipe a extrait avec succès des carottes pendant la mission, les transportant aux États-Unis pour une étude intensive qui vise à développer l'histoire des variations de température et de précipitations, avec un enregistrement des modifications de la végétation fournie par le pollen et une histoire des incendies enregistrée par des fragments de plantes et des substances organiques dans la glace. La mission, qui a été soutenue par Freeport-McMoRan et PTFI, comprend les chercheurs des universités de Columbia et d'Ohio State et a été réalisée en collaboration avec le Bureau national indonésien pour la météorologie, le climat et la géophysique.

Usage d'énergie et gaz à effet de serre

En 2010, nos émissions des gaz à effet de serre totales dans le monde entier, mesurées comme équivalent aux émissions de dioxyde de carbone, étaient environ 10 millions de tonnes métriques, divisées entre les émissions directes (56 %) et les émissions indirectes (44 %). Nos émissions totales de CO₂-e directes ont augmenté de 9 % et la consommation d'énergie directe connexe a augmenté de 8 % comparé à 2009. Cette augmentation est une conséquence directe de la production accrue de nos opérations vue l'amélioration des conditions de marché.

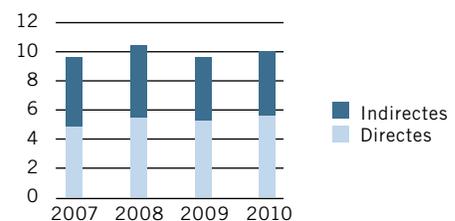
La plupart de nos émissions directes proviennent de la combustion du carburant des camions de transport, suivies par la combustion de combustibles pour fournir de l'énergie pour le grillage, la fonderie et d'autres procédés. Les distances dans nos mines vont devenir plus longues et plus raides vu qu'au cours des cinq prochaines années nous allons augmenter notre capacité de production, nous nous attendons donc à ce que nos émissions directes augmentent suite à une combustion accrue des carburants.

Nous continuons à nous concerter directement avec les fournisseurs stratégiques d'équipement mobiles et fixes sur la question de l'efficacité énergétique et les émissions des gaz à effet de serre, et nous testons également divers additifs de combustibles dans le but d'améliorer notre performance.

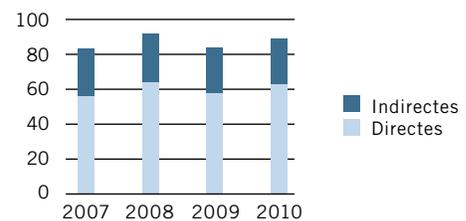
Les émissions indirectes sont généralement les émissions des fournisseurs externes chez qui nous achetons de l'électricité pour usage dans nos opérations. Au Pérou et en Afrique, nous achetons principalement de l'énergie produite à partir des sources hydroélectriques. Nous espérons également nous appuyer plus sur les énergies renouvelables vu que dans d'autres régions, les fournisseurs d'électricité augmentent leur capacité de production des sources d'énergie renouvelables et alternatives. Nous continuons à travailler avec les services publics d'électricité aux États-Unis qui sont tenus d'augmenter le pourcentage des énergies renouvelables dans leurs portefeuilles de production. Cependant, notre projection de cinq ans projette une augmentation de nos émissions indirectes au fur et à mesure que s'accroît la production.

Dans une perspective à moyen et à long terme, nous pourrions voir une augmentation de nos frais d'exploitation en raison des coûts énergétiques plus élevés et des initiatives réglementaires associées à la réduction ou à la taxation des émissions. Toutefois, aucun régime de réglementation identifié ne devrait sensiblement avoir une incidence sur le profil de coût de nos opérations à court terme. Néanmoins, pour nous préparer à des changements potentiels, nous évaluons les impacts potentiels des coûts sur nos entreprises à l'aide de différents scénarios de réglementation et de tarification du carbone. En 2010, notre groupe de travail des gaz à effet de serre multisectoriel a examiné les possibilités de mécanisme de développement propre (crédits de carbone) si les régimes de réglementation et les environnements de prix de carbone justifient la considération ultérieure de crédits de carbone.

Total de dioxyde de carbone
Émissions équivalentes
en millions de tonnes métriques



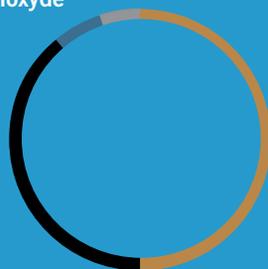
Usage d'énergie
en pétajoules



Émissions équivalentes de dioxyde de carbone en 2010

selon le type de combustible

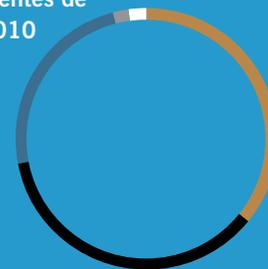
- 50% Hydrocarbure liquide
- 39% Charbon
- 6% Gazeux
- 5% Autres hydrocarbures



Total d'émissions équivalentes de dioxyde de carbone en 2010

par région

- 36% Indonésie
- 36% Amérique du nord
- 24% Amérique du Sud
- 2% Europe
- 2% Afrique



Soutien au développement de l'énergie renouvelable dans le sud des É.-U.

Freeport-McMoRan poursuit activement le développement, la mise en œuvre et le transfert des technologies plus propres, plus efficaces et plus rentables. En 2010, notre opération de Bagdad en Arizona a formé une alliance avec Recurrent Energy afin de contribuer à la construction d'une installation de production d'énergie solaire de 15,5 mégawatts sur le site qui appartient à notre exploitation minière. En vertu de l'arrangement, Bagdad loue une partie des terres pour construire et exploiter un système de 75 000 panneaux solaires. L'électricité produite sera vendue à la compagnie des services publics locaux, APS (actuellement fournisseur d'électricité achetée à Bagdad) qui, à son tour, vendra l'énergie renouvelable à l'exploitation minière en vertu d'un accord distinct d'achat d'électricité. De même, une installation d'énergie solaire photovoltaïque de 4,5 MW est en construction à nos installations mises hors service d'Ajo en Arizona qui fournira l'électricité dans la région. Ces projets font partie de nos efforts pour identifier les possibilités d'avoir des installations d'énergie renouvelable sur nos propriétés qui font de l'exploitation minière.

Usage d'eau

Objectif	État des lieux en 2010	Description du travail accompli	Échéance
Mettre en œuvre un plan de gestion/ conservation de l'eau pour tous les actifs miniers et les fonderies	En retard	Notre groupe de travail en charge de la gestion et de la conservation de l'eau a mis au point un programme initial dans toute l'entreprise qui nécessite un meilleur comptage d'eau, une modélisation équilibrée et la priorisation des projets de gestion de l'eau. Les opérations hiérarchisées en utilisant le processus du Registre des risques en développement durable seront tenues de mettre en œuvre des plans de gestion de l'eau d'ici la fin de 2012. Nous avons changé l'échéance en conséquence (à partir de 2010).	2012

En raison de la sécheresse et des incidences possibles due à la baisse des niveaux de précipitation, les pénuries d'eau temporaires et à long terme pourraient nous amener à restreindre la production minière et/ou à nous empêcher de poursuivre les possibilités d'expansion. La concurrence entre les utilisateurs pour l'accès à l'eau est importante. Si nous ne faisons pas montre de responsabilité dans l'utilisation des ressources en eau, nous risquons de ternir notre réputation, particulièrement dans les communautés locales. Freeport-McMoRan évalue activement l'approvisionnement en eau ainsi que sa qualité. Ce processus d'évaluation comprend des scénarios de pénurie future de l'eau afin que nous puissions évaluer les impacts spécifiques aux plans de production. La consommation d'énergie est un facteur clé lors de l'évaluation des alternatives d'approvisionnement en eau et de distribution.

En 2010, nous avons utilisé environ 630 millions mètres cubes d'eau dans nos usines de traitement dont environ 66 % provenaient d'eau recyclée. Comme le montre le tableau ci-dessous, notre utilisation globale de l'eau, y compris l'eau recyclée, est demeurée relativement stable au cours des quatre dernières années.

Beaucoup de nos installations minières sont en production depuis des décennies et ont été généralement construites avec des particularités technologiques qui étaient les meilleures au temps de leur conception. Pour aborder ces particularités à la lumière de l'importance actuelle de l'eau pour nos intervenants et nos activités, le groupe de travail de l'entreprise en charge de la gestion et de la conservation de l'eau exigera que tous les sites améliorent leur système de comptage, développent des modèles solides d'équilibre aquifère et, surtout, qu'ils identifient et mettent en œuvre de nouveaux systèmes de conservation ou de nouveaux projets qui vont le plus bénéficier à nos plans d'affaires actuels et futurs.

Note : Les données liées à l'eau dans cette section excluent les montants associés à toutes les installations situées en Arizona en raison d'instructions judiciaires sur l'eau en cours.

Usage total d'eau

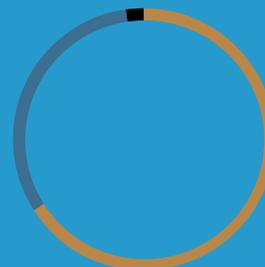
en millions de mètres cubes



Usage d'eau en 2010

par source

- 66% Recyclées
- 32% Eaux de surface/eaux souterraines
- 2% Eaux de pluie



Usine de dessalement d'eau à Candelaria

À Minera Candelaria en Tierra Amarilla au Chili, l'eau de nos opérations est tirée d'un aquifère dans le bassin du fleuve Copiapó. Toutefois, en raison d'une augmentation de la production agricole, l'aquifère s'épuise rapidement. À Freeport-McMoRan, une équipe pluridisciplinaire a étudié une gamme des solutions pour l'approvisionnement en eau de son processus de traitement du minerai, tenant en compte des aspects techniques, économiques, environnementaux et sociaux. Vu la situation actuelle d'approvisionnement en eau dans le bassin du fleuve Copiapó et son influence sur le développement socio-économique de la région, la meilleure alternative à long terme est d'ajouter volontairement un nouveau système d'approvisionnement en eau à partir d'une usine de dessalement de l'eau de mer au large de la côte du Chili.

Freeport-McMoRan a investi 280 millions de dollars pour la construction d'une usine de dessalement sur la propriété industrielle de Candelaria à Caldeira, à côté du Port de Punta Padrones. L'eau de mer sera initialement dessalée à 300 litres par seconde à l'usine et transportée sur 80 kilomètres par un pipeline pour se connecter à la canalisation d'eau de la mine de Candelaria Bodega. La phase de construction offrira des perspectives d'emploi à environ 800 personnes, principalement des résidents de Caldeira et Copiapó. La maintenance et l'exploitation de l'usine à long terme seront assurées par des entrepreneurs locaux et généreront des emplois permanents pour 10 à 15 personnes.

Minera Candelaria a participé à des réunions régulières avec les autorités régionales et locales ainsi que des représentants de la communauté afin de garder un dialogue ouvert au sujet de l'entreprise. Celle-ci a commencé à tenir des journées portes ouvertes à Caldeira et Copiapó en juin 2010 dans le but d'informer les intervenants et de répondre aux questions concernant l'Évaluation des impacts environnementaux du projet.



Les employés de Candelaria présentent les plans de dessalement au cours d'une journée portes ouvertes à Copiapó au Chili.

Objectif	État des lieux en 2010	Description du travail accompli	Échéance
Enregistrer zéro incident concernant l'environnement (trois points ou plus sur le classement du Registre des risques en développement durable)	√	Nous n'avons enregistré aucun incident environnemental grave. Nous avons connu dix déversements qui ont été communiqués aux agences de réglementation.	En cours
Payer zéro pénalité de plus de 100 000 dollars	√	Nous n'avons payé aucune pénalité dépassant 100 000 dollars. En 2010, nous avons payé un total cumulé d'environ 83 000 de dollars en pénalité pour des incidents survenus avant la période couvrant ce rapport.	

Conformité

Toutes nos opérations respectent les normes des systèmes de gestion de l'environnement de la certification ISO 14001. Chacune est régulièrement soumise à des audits de surveillance pour s'assurer que les normes sont respectées. TFM s'attend à avoir son système certifié en 2012. Quinze audits environnementaux internes ont été menés en 2010 conformément à notre politique de vérification environnementale. Tous les sites ont des systèmes de gestion des actions correctives et préventives pour les résultats de vérification et d'incidents. Ces systèmes incluent des analyses des causes, de développement des plans d'action et les plans de suivi jusqu'à la fermeture.

	2007	2008	2009	2010
Déversements ou fuites	104	85	26	10
Notice de Violation relative au permis d'excès ou déversements/fuites	13	4	6	6
Pénalités (\$)	\$140,900	\$191,151	\$493,039	\$83,420

Biodiversité

Objectif	État des lieux en 2010	Description du travail accompli	Échéance
Préparer un inventaire sur la biodiversité (d'ici la fin de 2010) et un plan de gestion foncière pour toutes les opérations minières actives	Sur la bonne voie	Les inventaires sur la biodiversité ont été terminés pour tous les sites des mines actives en 2010.	2011

Nous sommes propriétaires et concessionnaires de vastes domaines à travers le monde et nous gérons nos opérations de manière à éviter ou à minimiser les impacts sur les régions de haute valeur de biodiversité. Nous sommes conscients du fait que soutenir la biodiversité aura probablement des incidences directes positives associées à nos autres programmes clés du développement durable tels la qualité de l'eau, le stockage de carbone et le développement communautaire.

Certains de nos sites ont des plans d'action sur la biodiversité, comme c'est requis par les processus régulateurs ou les normes internationales. Par exemple, TFM est en train de mettre sur pied un plan de sauvetage et de greffe des espèces floristiques endémiques du gisement de Kwatebala aux zones de conservation, un écosystème artificiel ou des banques de grains. Ce plan a été exécuté par des scientifiques de l'Université de Gembloux en Belgique et des professeurs de l'Université de Lubumbashi. D'autres installations telles la mine de molybdène d'Henderson participent dans les programmes volontaires, souvent avec une ONG ou un organisme partenaire pour promouvoir l'amélioration de l'habitat et la protection des espèces menacées ou en danger de disparition.

PTFI est attaché au parc national de Lorentz (Lorentz National Park), un site classifié héritage mondial et est la plus grande zone protégée de l'Asie du Sud-Est (plus de deux millions d'hectares). Ce parc est la seule région protégée du monde qui comprend un transept continu et intact allant des calottes glaciaires aux environnements marins tropicaux dont de larges zones marécageuses côtières. PTFI a mené de nombreuses études sur la biodiversité, a assisté des chercheurs indépendants et a mis au point des programmes éducatifs communautaires, le tout pour aider à construire une base des connaissances nécessaires à une gestion du parc à long terme.

Pour formaliser notre approche sur la biodiversité, notre groupe de travail en charge de la biodiversité (BTF) a aidé nos opérations minières actives à compléter l'inventaire sur la biodiversité en 2010 ; ces inventaires sont classés dans notre Global Information System Platform. Nous avons développé un nouveau protocole d'évaluation des risques pour supporter l'évaluation de la biodiversité et nous visons à intégrer ces risques et opportunités dans la gestion foncière à long terme de nos opérations. Le BTF travaille avec notre équipe d'aménagement de la mine dans ce domaine.



Nos employés de la mine de Tenke Fungurume en RDC travaillent avec des experts scientifiques sur la transplantation des espèces floristiques endémiques des sites miniers aux écosystèmes artificiels pour leur conservation.



Le crapaud boréal (*Bufo boreas boreas*) est une espèce en danger de disparition et est le seul amphibien au Colorado en mesure de survivre à une altitude de plus de 8 000 pieds. Une des plus grandes populations de crapauds boréals en âge de reproduction vit dans la mine qui a été fermée à la fin des années 70 et qui est maintenant gérée par la mine d' Henderson.

Partenariat avec le Conseil des habitats fauniques

Freeport-McMoRan maintient un partenariat stratégique avec l'organisation à but non lucratif, le Conseil des habitats fauniques (WHC), depuis 2006. WHC travaille avec ses membres pour augmenter l'habitat de la faune sur les terres appartenant aux entreprises et pour promouvoir l'éducation à la conservation au sein des communautés locales. En 2010, les opérations de Henderson de Freeport-McMoRan ont été également certifiées par WHC comme un habitat faunique sur le site à l'instar de la mine de Bagdad, de l'installation de recherche & développement des Amax et de l'ancienne usine de conversion de molybdène à Fort Madison (Iowa). Les programmes sur ces sites varient en taille et en portée, mais tous démontrent un niveau d'engagement exemplaire à l'action de conservation volontaire. Les projets d'amélioration des habitats comprennent la gestion des espèces envahissantes, l'installation des nichoirs et la surveillance, l'amélioration des habitats riverains pour les espèces aquatiques et terrestres et la restauration des prairies indigènes pour les agents de pollinisation.

WHC aide également à développer une stratégie de la biodiversité systématique. Ces activités comprennent l'établissement d'une méthodologie normalisée pour évaluer les ressources naturelles et l'identification des possibilités de biodiversité sur des terres que l'entreprise possède, loue ou gère. En outre, WHC continue de faciliter les relations entre Freeport-McMoRan et des groupes d'intervenants externes tels que le Bureau of Land Management, le U.S. Fish & Wildlife, le National Park Service, le Bat Conservation International et l'Arizona Game and Fish et contribue à la collaboration avec ces entités.



En 2010, Freeport-McMoRan Morenci a collaboré avec plusieurs groupes d'intervenants afin de protéger une grande grotte naturelle qui héberge une importante population des molossidés mexicains (*Tadarida brasiliensis*). La grotte est une ressource vitale critique car elle est l'un des plus grands gîtes historiques de maternité pour les molossidés mexicains dans le sud-ouest. Morenci a travaillé avec Bat Conservation International, le Bureau de la gestion des terres, le Conseil d'Habitat de la faune et Arizona Game and Fish pour concevoir et construire une barrière afin de minimiser les intrusions publiques qui soit en même temps compatible aux chauves-souris en leur permettant libre circulation.

Legs des passifs

Objectif	État des lieux en 2010	Description du travail accompli	Échéance
Achever les travaux de remise en état prévus	Réalisés à 81%	Le travail le plus significatif en 2010 s'est déroulé dans 13 projets dont plusieurs anciennes fonderies de cuivre, de plomb et de zinc en Arizona et Oklahoma, au site de Pinal Creek en Arizona, et dans une ancienne usine de transformation des métaux à New York. Nous avons réalisé environ 81 % des travaux prévus (mesurée contre les budgets). Des délais réglementaires ont reporté la plupart du travail non terminé.	Se produit chaque année

En raison de l'acquisition de Phelps Dodge en 2007, nous sommes propriétaires des filiales qui exécutent plus de 100 projets actifs d'assainissement de l'environnement à travers les États-Unis. La plupart des sites sont situés dans les anciennes installations exploitées avant l'adoption des lois et règlements environnementaux modernes. Nous consacrons des ressources importantes à gérer et à réduire les legs relatifs à l'assainissement et la haute direction et le Conseil d'administration reçoivent des mises à jour régulières sur les questions de cet héritage. En 2010, nous avons dépensé 158 millions de dollars sur les activités d'assainissement héritées et nous nous attendons à dépenser des sommes importantes chaque année pendant de nombreuses années à venir.

Les programmes de mise à l'essai et de l'assainissement du sol se poursuivent à quatre endroits en Arizona et Oklahoma pour atténuer les incidences sur l'environnement des anciennes mines et fonderies des filiales de Freeport-McMoRan acquises avec l'achat de Phelps Dodge. En 2010, notre équipe du projet Newmire, qui comprend l'utilisation des ressources de la construction et de génie interne, a terminé les travaux d'assainissement d'une ancienne usine de vanadium le long d'une autoroute très fréquentée menant à Telluride au Colorado. Nous avons terminé ces travaux après deux ans sans nuire aux locaux et aux touristes.

Pour plus de renseignements, veuillez consulter notre rapport 10-K de 2010



Remise en état

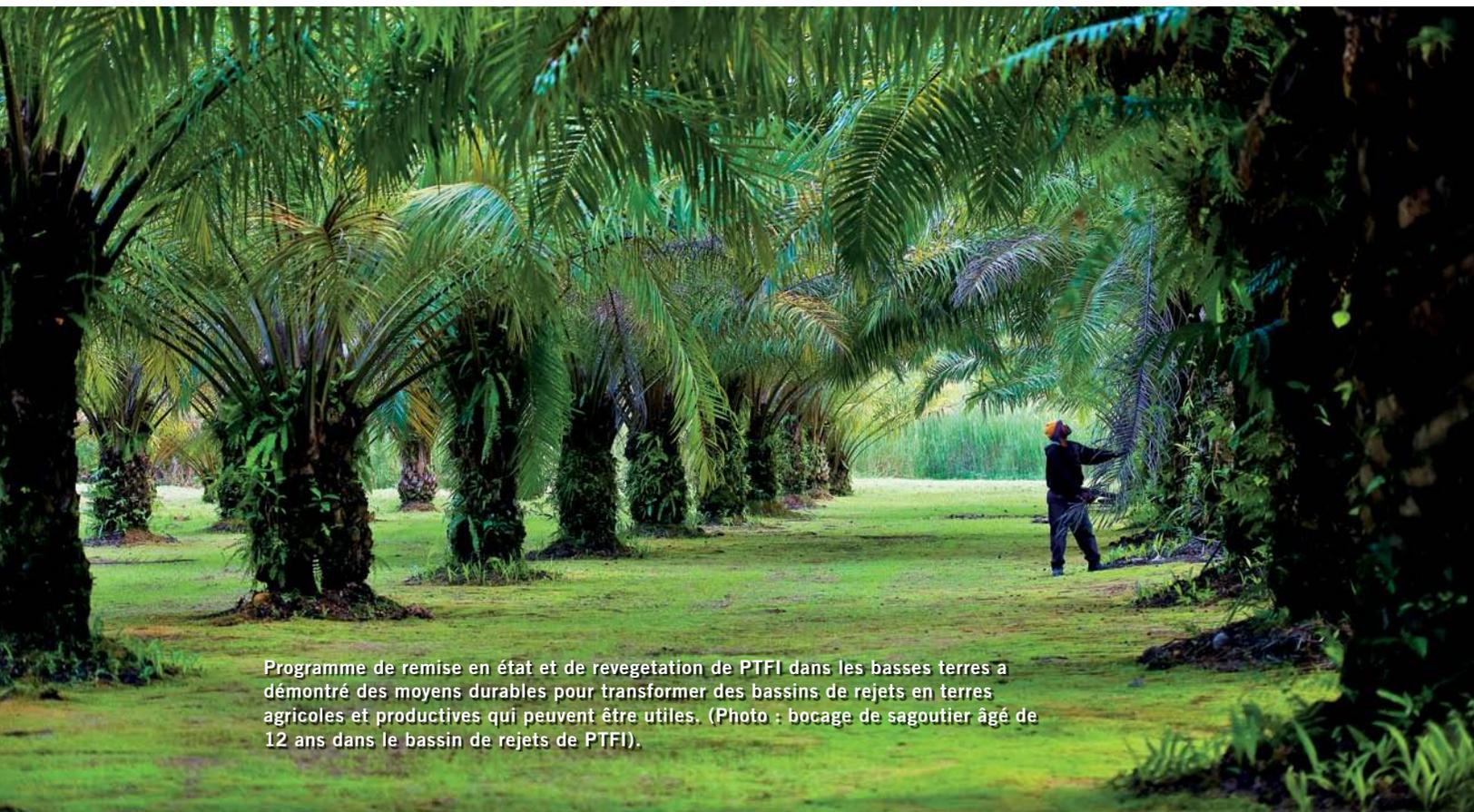
Objectif	État des lieux en 2010	Description du travail accompli	Échéance
Terminer les travaux de remise en état prévus	Réalisés à 90%	Retards dans la réalisation des travaux de génie civil finaux pour Bisbee (Arizona), les travaux de remise en état des résidus prévus en 2011.	Annually Recurring

La remise en état des mines consiste à soit transformer les terres utilisées auparavant par l'exploitation minière en des terres rentables économiquement soit à tout simplement les restaurer à leur état naturel ou semi-naturel. Aux États-Unis, une équipe de plus de 200 gestionnaires de projet, d'experts techniques et d'opérateurs d'équipement de Freeport-McMoRan est en train d'exécuter des projets pour récupérer les zones qui ne sont plus requises pour les opérations actuelles ou futures. À PTFI, environ 270 employés et entrepreneurs travaillent sur des projets de remise en état.

Les bassins de rejets et les remblais des roches peuvent contenir des minéraux sulfurés qui peuvent réagir suite au ruissellement des eaux de pluie et avoir des répercussions sur les eaux souterraines et de surface. Afin de protéger les eaux de surface et les eaux souterraines pour les générations futures, nous pouvons couvrir ces sites avec de la terre, promouvoir la croissance de la végétation et gérer le ruissellement des eaux des pluies. Sous certaines conditions, des projets de remise en état bien conçus peuvent également fournir des possibilités de loisirs, d'amélioration de l'habitat de la faune et de projets d'énergie renouvelable.

En 2010, la remise en état des remblais à grande échelle continuait à la mine de Miami en Arizona, où environ 1 000 hectares de terres n'étant plus nécessaires pour les opérations sont en train d'être restaurés. La reprise des activités minières à Miami a produit une synergie opérationnelle efficace entre les activités de la mine et celles de remise en état, étant donné qu'une grande partie de déchets exploités pour développer des gisements constituent du matériel de couverture de qualité qu'on utilise pour la restauration et la remise en état des remblais et des rejets. La remise en état des rejets à grande échelle continue à la mine de Chino au Nouveau-Mexique au cours de 2010, où en coordination avec les agences de l'État, nous sommes en train de récupérer environ 2 000 hectares de zones de rejets dont nos opérations n'ont plus besoin.

À la mine de Bisbee (qui n'est plus opérationnelle) en Arizona, nous avons terminé la remise en état de plusieurs remblais historiques au cours de 2010. En 2011, les activités de remise en état vont passer des zones de stockage aux anciens bassins de rejets. Ce projet volontaire triennal de restauration de rejets permettra à nos équipes d'évaluer des modèles novateurs de remise en état qui pourront s'appliquer à d'autres bassins de rejets de Freeport-McMoRan.



Programme de remise en état et de revegetation de PTFI dans les basses terres a démontré des moyens durables pour transformer des bassins de rejets en terres agricoles et productives qui peuvent être utiles. (Photo : bocage de sagoutier âgé de 12 ans dans le bassin de rejets de PTFI).

La gestion des rejets

Les rejets générés dans nos usines et nos concentrateurs ont des composantes résiduelles solides suspendues dans le liquide de transformation dont l'élément principal est l'eau. Les rejets sont des décharges qui proviennent des décanteurs et sont aux installations de stockage des résidus (bassins de rejets). Freeport-McMoRan exploite actuellement 12 bassins de rejets et gère 57 qui sont inactifs ou ont été complètement restaurés. Les bassins de rejets sont gérés dans le cadre de notre programme d'intendance des rejets qui est dirigé par un groupe interdisciplinaire composé de gestionnaires de l'entreprise, d'experts et opérateurs techniques internes et de consultants experts techniques. L'équipe du programme effectue des inspections globales annuelles sur terrain des bassins des rejets actifs. Les inspections comprennent les examens des questions opérationnelles, les tendances des niveaux phréatiques, les plans de dépôts, les contrôles hydrologiques, la gestion d'infiltration, le système de décantation, l'intégrité structurale et l'évaluation de la stabilité. En 2010, l'équipe a effectué des inspections dans 11 bassins actifs et 21 inactifs.

La stabilité des bassins de rejets est contrôlée par l'utilisation des normes et pratiques techniques minières prudentes. La stabilité est surveillée par le personnel du site, le personnel technique interne et des firmes d'ingénierie externes sous contrat utilisant une série d'instruments, y compris le matériel de mesure manuelle et automatique. Les opérations de Freeport-McMoRan et le personnel technique sont formés pour sensibiliser les gens sur la reconnaissance des dangers relatifs à la stabilité et un processus d'examen normalisé notamment les inspections formalisées. La présentation des rapports se fait par le biais du programme d'intendance des rejets. Pour les bassins de rejets qui se trouvent dans des zones arides, le programme de gestion des rejets comprend également une évaluation complète et un effort de planification afin de réduire les émissions de poussières diffuses de la surface des réservoirs de rejets ainsi que la capture et la réutilisation de l'eau récupérée des rejets, essentielle pour réduire la consommation d'eau douce.

En raison de la topographie spécifiques du site, l'activité sismique et les précipitations annuelles de plus de 30 pieds à PTFI, nous empruntons la voie fluviale pour transporter les matériaux du concentrateur dans les montagnes à une zone de dépôt désignée, conçue et gérée dans les basses terres et les zones côtières comme approuvé par le gouvernement de l'Indonésie. Freeport-McMoRan a créé un Comité de contrôle de gestion en 2008 composé de hauts cadres de Freeport-McMoRan et d'experts internationaux en rejets et en géochimie qui révisent les données de surveillance et formulent des recommandations opérationnelles spécifiques pour améliorer le design et la construction des digues et l'ensemble de performance du système. Le Comité de contrôle de gestion s'est réuni deux fois en 2010. Le système est aussi soumis aux examens continus des experts indépendants. Lorsque l'exploitation minière est terminée, la zone de dépôt sera récupérée par la végétation naturelle ou utilisée pour l'agriculture, la foresterie ou l'aquaculture.

Publication de Gestion contrôlée des rejets fluviaux



Prix

Les employés de Freeport-McMoRan sont fiers de la reconnaissance reçue pour nos efforts continus dans le travail du développement durable. Pour plus d'informations sur les prix reçus par nos opérations en 2010, veuillez consulter notre Supplément au WTSD.



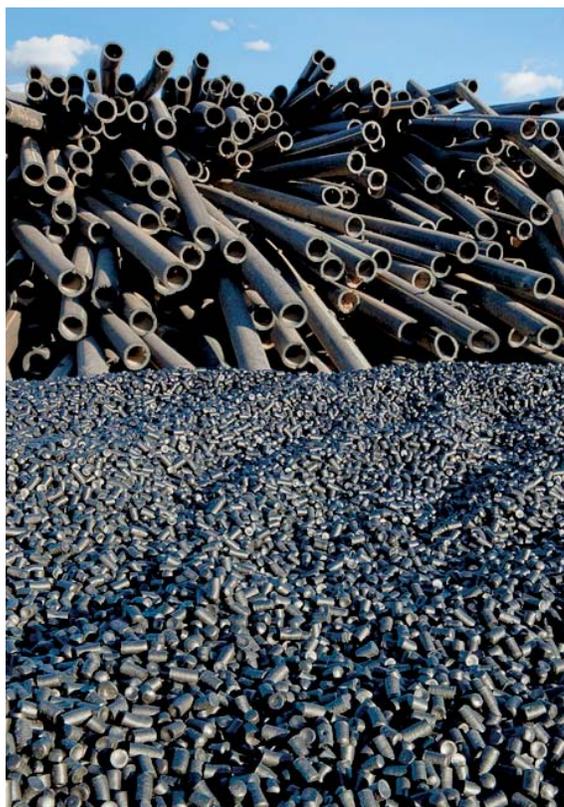
Intendance des matériaux

Objectif	État des lieux en 2010	Description du travail accompli	Échéance
Élaborer un plan pour atteindre la réutilisation profitable et durable des matériaux des rejets sur deux sites	√	PTFI préconise l'utilisation bénéfique des rejets dans la province de Papouasie principalement pour des projets d'infrastructure. Nous avons établi un partenariat avec un fabricant pour produire des briques de construction industrielle avec les matériaux des rejets à notre opération de Sierrita. Actuellement, les marchés faibles de construction limitent les possibilités pour les tiers d'utiliser nos matériaux.	2010
Mener un sondage auprès de nos cinq fournisseurs et sous-traitants principaux stratégiques pour voir s'ils respectent les politiques, les CDP sur les émissions des gaz à effet de serre, les règles de la présentation des rapports et les opportunités de gestion des matériaux de la chaîne de valeur de Freeport-McMoRan	Objectif révisé	Cet objectif a été élargi pour informer notre compagnie sur le rendement du développement durable et la présentation des rapports des membres clés des chaînes d'approvisionnement en plus de l'engagement sur les possibilités d'intendance de matériaux.	2011

Ce qui est important dans notre programme d'intendance de matériaux, c'est la réduction et la gestion responsable des déchets. En 2010, nous avons généré 147 mille tonnes métriques des déchets, une réduction comparé à 2009, malgré l'augmentation de la production. Les procédures internes exigent l'examen et l'approbation par l'entreprise de toutes les installations hors-site de recyclage et d'éliminations de déchets, qui doivent respecter des normes supérieures de conformité réglementaire, de solidité financière et des pratiques de gestion environnementale.

Freeport-McMoRan est en train d'identifier les possibilités de réduire la quantité et la toxicité des déchets dangereux générés dans nos installations ; pour gérer correctement les déchets dangereux que nous générons ; et pour rechercher les matériaux les moins toxiques disponibles pour utilisation dans nos processus. Environ 27 % des déchets dangereux générés sur nos sites ont été envoyés à des installations d'élimination sous licence, le reste est soit recyclé soit traité. Bien que nous ne puissions éliminer tous les déchets dangereux générés sur nos sites, nous nous efforçons de réduire continuellement les quantités que nous envoyons hors site pour élimination.

Minerais de conflit. Freeport-McMoRan est conscient de la préoccupation internationale concernant le commerce des minéraux qui sont vendus en RDC par les groupes des rebelles et qui sont utilisés pour acheter des armes afin de financer des conflits militaires régionaux et des actes de violence contre les civils. Les minéraux, communément appelés « minerais de conflit », comprennent l'étain, le tantale, le tungstène et l'or. TFM exploite le cuivre et le cobalt et TFM, ainsi que Freeport-McMoRan, n'achètent pas des minerais en provenance de la RDC et ne traitent que ces minerais (cuivre et cobalt) qui proviennent de la concession minière de l'entreprise. Nous soutenons et participons activement aux initiatives de transparence de la chaîne d'approvisionnement, y compris l'étude réalisée par RESOLVE en 2010, commanditée par Electronic Industry Citizenship Coalition and Global e-Sustainability Initiative sur la transparence de la chaîne d'approvisionnement du cobalt, de la mine au client final.



Morenci a recyclé plus de 14 millions de livres de tubes en polyéthylène haute densité (PEHD), générant une économie des coûts et d'approvisionnement pour cette mine. Les tuyaux PEHD usagés sont convertis en granules réutilisées par un fournisseur local qui fabrique de nouveaux tubes que Morenci achète à un prix réduit.

Déclaration de vérification

Le rapport Cap sur le développement durable de 2010 de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc., (WTSD) et son Supplément ont été préparés par la direction de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. qui est responsable de la collecte et de la présentation de l'information dans ces rapports.

Champ d'application

Il a été demandé à Corporate Integrity Limited, conformément aux instructions de la direction de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc., d'effectuer :

1. Un examen des politiques et des systèmes en place relatifs au Cadre de développement durable (DD) du CIMM en utilisant comme base, le Cadre de développement durable du CIMM : Procédure de vérification et lignes directrices du GRI du G3 sur les divulgations de gestion
2. Un examen des déclarations concernant le rapport WTSD de 2010 et son Supplément; et
3. Un examen des données/informations qualitatives et quantitatives sélectionnées à signaler basé sur les lignes directrices du GRI du G3 et des indicateurs de performance, y compris les indicateurs se trouvant dans le Supplément du Secteur mines et métaux du GRI.

Notre travail d'assurance a couvert les matières 1 à 5 mentionnées dans le Cadre du DD du CIMM : procédure de vérification.

Le champ d'application du travail de vérification couvre toutes les opérations de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc., définies par les lieux qui figurent dans ce rapport WTSD de 2010. Le travail a consisté à des examens des documents sélectionnés, des entrevues et des visites à :

- Tenke Fungurume Mine, RDC;
- Henderson Mine, É.-U.;
- Morenci Mine, É.-U.;
- Safford Mine, É.-U.;
- Siège social de l'entreprise à Phoenix, É.-U.

Ces sites ont été sélectionnés suite aux discussions avec Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. concernant leur évaluation préliminaire des risques de la durabilité et des considérations du développement des systèmes d'harmonisation avec le Cadre du DD du CIMM. Le programme de visite de sites fait partie d'un processus continu de visiter tous les sites miniers de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. au cours de trois ans.

Découvertes majeures

Sur base de notre examen, son champ d'application et ses limites :

- Rien n'a attiré notre attention sur le fait que les informations livrées par Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. dans le rapport WTSD de 2010 et son Supplément en ce qui concerne la mise en œuvre de l'engagement de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. sur la vérification du CIMM à l'égard des matières 1 à 4 était erroné dans sa matérialité.
- Rien n'a attiré notre attention sur le fait que le niveau d'application d'auto-déclaration de A + de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. par rapport à la période indiquée vis à vis des lignes directrices du développement durable du GRI du G3 était erroné dans sa matérialité.

Méthodologie

Par la révision des documents et des interviews menées aux sites sélectionnés et au siège social, les activités ont compris :

Pour les matières 1 à 3 dans le Cadre du DD du CIMM : Procédure de vérification

1. Une révision des politiques de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. et leur harmonisation avec les 10 Principes du développement durable du CIMM et la déclaration de position du CIMM au niveau du siège social et des sites.
2. Une révision des processus en place pour identifier et hiérarchiser les risques et opportunités du DD au niveau du siège social et des sites au cours de la période considérée et les résultats du processus d'identification et de priorisation.
3. Une révision des systèmes et des approches que Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. utilise pour gérer les risques et opportunités identifiés du DD et pour mettre en œuvre les 10 Principes du DD du CIMM aux niveaux du siège social et des sites.

Pour les matières 4 et 5 dans le Cadre du DD du CIMM : Procédure de vérification

4. Révision des procédures d'opérations normalisées (SOPs) pour la collecte et l'assimilation de l'information relative au travail réalisé rapporté selon le GRI du G3 qui comprend :
 - a. Une imposition d'évaluer le risque de mal formuler les informations rapportées pour les indicateurs quantitatifs signalés. L'évaluation a examiné les données de performance fournies aux niveaux du siège social et des sites pour les indicateurs du GRI et considéré comme matérialité dans le contexte du niveau de l'organisation des renseignements déclarés. Sur cette base, certains indicateurs ont été sélectionnés pour les activités de vérification sur les sites choisis. La méthodologie d'évaluation était fondée sur la norme ISO 31000:2009, Gestion des risques — Principes et Lignes directrices.
 - b. Un examen des données contenues dans le rapport ainsi que les processus de collecte et de consolidation au siège social.
5. Examen des déclarations faites dans le rapport WTSD et son Supplément concernant les processus de développement durable de Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. et de ses réalisations en 2010, notamment sa mise en œuvre du Cadre de DD du CIMM. Il s'agissait d'entrevues avec les hauts cadres de niveau VP et les examens de la documentation à l'appui des renseignements déclarés au niveau du siège social ainsi que d'une entrevue avec le président directeur général et le directeur financier général.
6. Examen et analyse sélective pour l'exactitude des déclarations qualitatives dans le rapport WTSD et son Supplément.
7. Évaluation du niveau de l'application auto-déclarée du rapport contre les directives de développement durable du GRI G3 et la version finale 2010 du Supplément du Secteur mines et métaux auto-déclarée au niveau A +.

Limites du travail accompli

Ce travail a été effectué en vérifiant les échantillonnages d'informations et des documents qui ont été rendus disponibles par Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. au cours de la période d'activité de la vérification.

L'information livrée qui s'est avérée indépendamment vérifiable par des tiers a été considérée vérifiée correctement et n'a pas été sujette à une ré-vérification par Corporate Integrity.

Nos procédures de collecte des éléments de preuve ont été conçues pour obtenir un niveau limité de vérification sur lesquels baser nos conclusions.

La déclaration de vérification fournie par Corporate Integrity n'est pas censée être utilisée comme conseil ou comme base pour quelque décision que ce soit, y compris, sans limites, les décisions financières ou d'investissement.

Déclaration d'indépendance

L'indépendance de notre équipe a été examinée et aucun des assesseurs de Corporate Integrity impliqués dans ce projet ne présente un conflit d'intérêts avec l'intégrité de cette déclaration de vérification.

Corporate Integrity Ltd.

Mai 2011

333 NORTH CENTRAL AVENUE PHOENIX, ARIZONA 85004 602.366.8100 WWW.FCX.COM



Mélange FSC / Contenu 50% FSC 10 % Recyclé %
(couverture arrière)